



**RAPPORT  
D'ACTIVITÉS**

**2009**

**2010**

---

**Fédération des femmes  
du Québec**

## Table des matières

<b>Présentation du rapport par le conseil d'administration</b> .....	4
<b>La mission de la FFQ</b> .....	7
<b>Un rappel : La déclaration de principes</b> .....	7
<b>Quatre orientations de travail</b> .....	8
<b>Des priorités d'action pour concrétiser nos orientations</b> .....	8
Axe I – L'élimination de la pauvreté .....	10
Axe II – L'élimination de la violence envers les femmes .....	16
Axe III – L'élimination des discriminations envers les femmes .....	22
Axe IV – La lutte contre la mondialisation capitaliste et patriarcale .....	31
Autres actions liées à la conjoncture .....	36
Après la Marche mondiale des femmes... une nouvelle action .....	42
<b>La vie associative</b> .....	<b>44</b>
Les membres .....	44
L'assemblée générale .....	44
Le conseil d'administration .....	45
Le conseil exécutif .....	45
Les comités de la FFQ .....	45
Les collectifs régionaux .....	46
L'équipe de travail .....	46
Les militantes .....	47
La cotisation des membres .....	47
Les communications .....	49
Le Féminisme en bref électronique .....	49
La revue Féminisme en bref .....	49
Site internet et autres plateformes 2.0 .....	49
Listes électroniques .....	50

<b>Les ressources</b> .....	<b>51</b>
Les ressources financières .....	51
La Maison Parent-Roback .....	51

## ANNEXES

<b>Annexe 1</b> .....	<b>53</b>
Les principales réalisations des comités, les travaux avec les alliées et alliés, les communiqués, les mémoires et les publications	
<b>Annexe 2</b> .....	<b>60</b>
Les membres des différentes instances, les contractuelles et les militantes	
<b>Annexe 3</b> .....	<b>63</b>
Les rapports des collectifs régionaux	
<b>Annexe 4</b> .....	<b>68</b>
Les comités de travail	
<b>Annexe 5</b> .....	<b>75</b>
Nos alliances	

## Présentation du rapport par le conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) sont fières de présenter le rapport d'activités pour l'année 2009-2010. Une année riche en événements, mais aussi en actions face à des gouvernements qui s'en prennent de plus en plus aux droits des femmes et qui menacent des acquis obtenus de longue lutte. Quelques événements ont été particulièrement marquants dans la dernière année. Certes, la campagne des 12 jours d'actions pour l'élimination de la violence envers les femmes, notamment en raison de la 20<sup>e</sup> année de commémoration de la tuerie de l'École Polytechnique de Montréal, a été l'un d'entre eux. La prise de parole beaucoup plus affirmative de la part des féministes pour dire que la tuerie était un geste anti-femmes et antiféministes, a ramené notre analyse dans l'actualité.

Le lancement de la Marche mondiale des femmes 2010 au Québec, le 7 mars dernier, a amorcé les actions au Québec pendant que dans plus de cinquante autres pays à travers le monde, des marches étaient organisées par autant de coordinations nationales. C'est à cette occasion que les revendications adoptées par la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF) ont été rendues publiques. Ces revendications ont été adoptées par les groupes membres de la CQMMF suite à un long processus de consultation. Elles guideront les actions de la MMF au Québec jusqu'au 17 octobre 2010, journée du rassemblement national à Rimouski qui les clôturera. Les membres du conseil d'administration tiennent à rappeler cependant que tout ne sera pas terminé le 17 octobre, mais que les actions devront se poursuivre. Les revendications de la MMF, pour la plupart, tiennent d'un projet de société, un projet en porte-à-faux avec la direction choisie par les gouvernements canadien et québécois. Cette marche sera alors une affirmation de notre vision du monde et l'occasion de résister contre la domination de valeurs néo-libérales et conservatrices dans les politiques publiques.

L'année 2009-2010 aura aussi été ponctuée de divers autres événements : les premières rencontres dans le cadre de la tournée des femmes âgées, les formations sur le racisme et l'emploi et sur l'intersectionnalité, la poursuite des travaux de plusieurs comités, notamment le comité des femmes des communautés culturelles, le comité femmes et mondialisation et le comité organisateur des 12 jours d'actions pour l'élimination de la violence faite aux femmes. Le comité *ad hoc* sur la laïcité, créé lors de la dernière assemblée générale, a débuté ses travaux sur la forme de laïcité souhaitable pour le Québec. La FFQ a également accompagné les jeunes féministes qui ont pris la décision de former un mouvement autonome pancanadien avec RebELLEs. De plus, la FFQ a accru sa présence dans le monde virtuel avec un nouveau site interactif et la diffusion dans les médias sociaux, tout comme au niveau international en ayant été représentée lors de Beijing + 15, à l'ONU, à New York, en mars dernier, et dans les Amériques, dans le cadre du développement régional de la Marche mondiale des Amériques.

L'année a commencé par des élections à la présidence, précédées d'une campagne dynamique à laquelle ont participé activement trois candidates. Les membres du conseil d'administration profitent de l'occasion pour remercier Sylvie Lévesque et Anne Pasquier, candidates à la présidence, qui ont donné généreusement de leur temps pour contribuer à la richesse de la vie démocratique de la FFQ. Le fait d'avoir eu des candidates d'aussi grande qualité a stimulé les membres de la FFQ qui, dans une quinzaine de cas, ont organisé des rencontres/débats sur l'avenir de la FFQ avec les trois candidates.

À peine une moitié d'année s'est écoulée depuis la dernière assemblée générale en septembre 2009. Le présent rapport couvre aussi moins d'une année, soit la période du 1<sup>er</sup> juillet 2009 au 31 mars 2010. Cependant, celui-ci n'en est pas plus court. Dans la dernière année, la FFQ a dû riposter à un grand nombre d'attaques aux droits des femmes qui se sont retrouvées, notamment, dans les politiques fédérales liées au registre des armes à feu et à l'avortement, et dans le budget du Québec. La FFQ a été l'un des groupes fondateurs très actifs de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Avec L'R des centres de femmes, la FFQ a réussi à y intégrer une analyse féministe dans ses outils et interventions.

Publiquement, la FFQ est de plus en plus présente, que ce soit auprès de ses alliés de la société civile, organismes communautaires et organisations syndicales, et dans les médias, plus particulièrement lors des événements entourant le 6 décembre 2009 et le lancement de la MMF 2010, le 7 mars dernier. La crédibilité acquise par la FFQ fait que nous pouvons proposer un discours alternatif à l'installation de la droite économique, religieuse et sociale.

Derrière toutes ces actions, il y a une équipe de travailleuses et de nombreuses militantes. Bien qu'ayant grandi en 2009-2010 en vue de la MMF, cette équipe est encore trop petite parce qu'il y a tant à faire! Une nouvelle présidente est entrée en poste en 2009. Malgré le fait que son arrivée se produise dans une période de grands changements au sein de l'équipe de travail, Alexa Conradi, tout comme l'équipe, a démontré une très grande capacité d'adaptation. Elle a repris avec brio la barre qu'avait laissée Michèle Asselin.

En plus de poursuivre sur sa lancée pour ce qui est de certains volets du plan d'action, la FFQ en a initié de nouveaux, par exemple avec la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics ou encore avec la mise en place d'un comité sur les discriminations faites aux femmes handicapées ou ayant des limitations fonctionnelles. Le défi s'est toujours posé pour la FFQ en raison de sa mission : interpellée constamment par la conjoncture, elle se doit de répondre à des demandes de toutes sortes, mais qui s'inscrivent dans les priorités. La situation à Ottawa avec le programme Promotion de la femme et le fait que des groupes de femmes se sont vu refuser un financement ne présage rien de bon pour la FFQ. Après octobre 2010, les membres du conseil d'administration

comptent bien débiter une démarche pour s'assurer de la pérennité de la FFQ ainsi que de la santé de l'équipe.

Dans la dernière année, le conseil d'administration croit que la FFQ a consolidé sa place et le discours qu'elle porte auprès de ses alliés. Elle est de plus en plus à la hauteur pour jouer un rôle politique accru d'autant que la conjoncture n'a de cesse de l'inciter à jouer ce rôle.

*Les membres du conseil d'administration de la FFQ*

## **La mission de la FFQ**

La Fédération des femmes du Québec est une organisation féministe autonome qui travaille, solidairement et en alliance avec d'autres groupes, à la transformation des rapports sociaux de sexe dans toutes les activités humaines, en vue de favoriser le développement de la pleine autonomie des femmes et la reconnaissance véritable de l'ensemble de leurs contributions à la société.

Ainsi, ses principaux objectifs sont de promouvoir et de défendre les intérêts et droits des femmes et de lutter contre toutes les formes de violence, de discrimination, de marginalisation ou d'exclusion à l'égard des femmes. Elle vise l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les secteurs de la société et travaille à la mise en œuvre des conditions qui facilitent l'atteinte de cet objectif dans une perspective plurielle, c'est-à-dire, permettant d'intégrer les femmes dans toute leur diversité d'expériences, d'appartenances ou de provenances. La FFQ est un carrefour qui se veut représentatif du pluralisme de la société québécoise et de la diversité du mouvement des femmes, particulièrement, des femmes en situation de pauvreté ou qui sont exposées à vivre des discriminations en fonction, notamment, de leur couleur, de leur origine ethnique, de leur orientation sexuelle, de leur handicap, de leur âge, de leur religion ou de leur mode de vie. Au sein du mouvement des femmes, elle assume un leadership collectif en vue de réagir aux enjeux de société auxquels les femmes sont confrontées. À l'échelle internationale, elle se préoccupe, dans le cadre de son action et des moyens dont elle dispose, de développer des liens de solidarité avec d'autres groupes de femmes à travers le monde. La FFQ est un organisme non partisan d'éducation et d'action politique qui exerce un rôle critique, de pression, de concertation et de mobilisation.

La Fédération des femmes du Québec a été fondée en 1966, à l'initiative de Madame Thérèse Casgrain, pour défendre les intérêts et les droits des femmes par la lutte collective.

## **Un rappel : La déclaration de principes**

Année après année, le travail de la FFQ s'ancre dans la déclaration de principes définissant les fondements de notre action :

« La Fédération des femmes du Québec affirme son orientation féministe, dans une perspective plurielle et pluraliste. La Fédération est un lieu de militantisme et d'action, d'analyse et de réflexion, de débat, de formation et de concertation ouvert à toutes les femmes, sans distinction de couleur, d'orientation sexuelle, d'état civil, de religion, de convictions politiques, de langue, d'origine ethnique ou de nationalité, de condition sociale, d'âge, de condition physique et mentale (en accord avec l'article 10 de la *Charte des droits et libertés de la personne du Québec*).

À l'intérieur du mouvement des femmes, la FFQ s'inscrit dans le courant qui s'attaque aux systèmes d'oppression ou de domination que sont le patriarcat, le capitalisme, le racisme, l'impérialisme et l'hétérosexisme qui marginalisent et exploitent les femmes aux plans social, économique, culturel, politique et religieux, à l'échelle québécoise, canadienne et internationale.

En prenant position en faveur des droits des femmes, elle remet en cause tout système et toute pratique qui génèrent et entretiennent la violence, la pauvreté, la domination, l'intolérance, la discrimination et l'exclusion. Elle agit selon des valeurs d'égalité, d'équité, de dignité, de justice, de solidarité sociale, de respect des personnes et fait la promotion de ces mêmes valeurs. Ses actions visent, à court, moyen et long terme, à valoriser les acquis féministes, à améliorer les conditions de vie des femmes, y compris l'atteinte de l'équité entre les femmes elles-mêmes, et à transformer en profondeur la société.

La FFQ lutte pour l'émancipation des femmes et affirme leur droit à une participation intégrale et libre à la vie sociale, culturelle, politique et économique. Pour que se transforme réellement la société, la responsabilité du développement humain doit être prise en charge collectivement et le pouvoir doit être réorganisé afin d'en assurer un partage plus équitable ou plus horizontal. La FFQ travaille donc à la construction d'une société juste, solidaire, véritablement démocratique, égalitaire et pacifique tant au niveau québécois, canadien qu'international et dans le respect de l'autodétermination des peuples. »

## **Quatre orientations de travail**

Depuis le Congrès d'orientation de 2003, la FFQ concentre son travail principalement autour des quatre grandes orientations suivantes : l'élimination de la pauvreté (axe I), l'élimination de la violence envers les femmes (axe II), l'élimination des discriminations envers les femmes (axe III), ainsi que la lutte contre la mondialisation capitaliste et patriarcale (axe IV). Les priorités d'action s'inscrivent dans l'un de ces quatre axes.

## **Des priorités d'action pour concrétiser nos orientations**

À l'heure actuelle, la FFQ a deux priorités d'action :

1. La coordination des actions de la Marche mondiale des femmes 2010

Cette priorité implique principalement la coordination de la CQMMF et des comités de travail, l'organisation des actions nationales, les prises de parole publiques, la participation à des conférences, les rencontres avec les ministres et l'opposition, le développement et la mise en œuvre d'un plan de communication, la gestion des outils

promotionnels, la circulation de l'information, la production d'outils d'information et d'éducation populaire, la gestion financière et la recherche de fonds.

2. La poursuite du projet pour accroître l'autonomie économique des femmes selon trois parcours de vie, celui des jeunes, des femmes issues de l'immigration et racisées, et des femmes âgées

Cette priorité nous a amenées à soutenir l'organisation du Rassemblement des jeunes féministes et à les accompagner dans la création de RebELLEs, le mouvement. La tournée de sensibilisation des femmes âgées fait également partie du projet pour accroître l'autonomie économique des femmes tout comme les sessions de formation sur le racisme et l'emploi et sur l'intersectionnalité, et d'éventuelles actions visant à contrer le racisme en emploi.

## **Axe I - L'élimination de la pauvreté**

### **Bilan 2009-2010**

Le 7 mars 2010, la CQMMF, coordonnée par la FFQ, invitait le Québec à une Marche où les femmes se porteront à la défense d'une société égalitaire, solidaire et juste. Au cœur des revendications de la Marche mondiale des femmes 2010, le champ d'action sur le thème « Travail des femmes – Autonomie économique des femmes » propose plusieurs mesures urgentes pour lutter contre la pauvreté des femmes. Le lancement de la troisième Marche mondiale des femmes a remis de l'avant la bataille pour l'accès à un salaire minimum assurant un revenu équivalent au seuil de faible revenu, soit 10,69 \$/heure, et la fin des catégories à l'aide sociale (« apte » et « inapte » à l'emploi).

La fin de la pauvreté des femmes n'est pas une question de charité, mais bien une question de droits des femmes et de droits humains. Pour la FFQ et la centaine d'organisations nationales et régionales membres à nos côtés, au sein de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, il est de la responsabilité de l'État québécois de mieux redistribuer la richesse via notamment une fiscalité progressive, des services publics universels, des programmes sociaux et un réel plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

C'est suite notamment au « Rendez-vous de la solidarité » de juin 2009 du Ministre Sam Hamad pour le plan gouvernemental de lutte à la pauvreté et après un appel formel lancé au Forum social québécois à l'automne 2009 que s'est créée la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Elle regroupe maintenant une centaine d'organisations communautaires, étudiantes, syndicales, féministes, populaires et écologistes ayant des assises dans toutes les régions du Québec. Dès son lancement médiatique, le 17 janvier 2010, les membres de la Coalition ont uni leurs efforts pour faire reculer le gouvernement à propos des hausses de tarifs annoncées, des compressions des dépenses dans les programmes sociaux de même qu'à propos de l'augmentation de la TVQ pour combler les déficits accumulés pendant la crise économique. Comme ces mesures auraient des impacts désastreux pour les femmes, encore majoritairement représentées parmi les personnes pauvres au Québec et pour lesquels les services et programmes sociaux ont été des outils d'émancipation importants, la FFQ s'est impliquée activement dans cette coalition émergente, notamment pour y porter une analyse féministe des inégalités économiques.

Aussi, 2009 a été la deuxième année du projet sur l'autonomie économique des femmes qui vise à identifier les défis économiques particuliers auxquels sont confrontées les femmes selon trois parcours de vie, celui de jeunes, d'immigrantes et de femmes âgées. Le projet a également pour objectif d'outiller les femmes afin de leur permettre de faire face aux inégalités économiques qu'elles vivent. Alors que l'année 2008 a été riche en

réalisations dans le parcours « jeunes », notamment avec le Rassemblement RebELLES, l'année 2009 a été particulièrement fructueuse pour le parcours « aînées » avec la parution d'un numéro spécial du *Féminisme en bref*, la tenue de deux ateliers sur les femmes aînées – à l'AGA de la FFQ en septembre 2009 et au Forum social québécois en octobre 2009, la réalisation de l'outil de sensibilisation *Citoyennes à part entière* et l'amorce d'une tournée des régions – sur la Côte-Nord (trois rencontres, à Baie-Comeau, à Sept-Îles et avec des femmes autochtones) et à Nicolet dans la région du Centre-du-Québec. Notons que les femmes aînées vivent d'importantes inégalités et font face à de coriaces préjugés. Les revenus des femmes sont inférieurs à ceux des hommes à tous âges, mais selon les statistiques de 2006, les femmes de 65 ans et plus ont un revenu équivalent à 62 % de celui des hommes. Aussi, les femmes sont deux fois plus nombreuses à vivre dans la pauvreté.

Le gouvernement québécois a annoncé une réforme du Régime des rentes du Québec qui serait nettement désavantageuse pour les femmes. Ainsi, la FFQ avec treize groupes de femmes, a signé un mémoire et participé à une commission parlementaire et des rencontres politiques. En parallèle, le gouvernement canadien a lui aussi entamé des changements au Régime de pensions du Canada qui auront un impact négatif sur la réforme québécoise. La FFQ a poursuivi les pressions politiques au comité permanent des finances publiques du Canada en vue de prévenir l'appauvrissement des femmes aînées. À l'heure actuelle, nous sommes en attente, car le gouvernement du Québec n'a pas annoncé les résultats des consultations.

Pour le comité des femmes des communautés culturelles, les obstacles à l'emploi et la pauvreté sont des préoccupations fondamentales. Bien qu'en moyenne les femmes de minorités visibles soient plus instruites que les autres Québécoises, elles ont beaucoup de difficultés à trouver un emploi qui leur permette d'utiliser leurs compétences. L'année 2009 a vu la réalisation des sessions de formation sur le racisme et l'emploi au féminin et sur l'intersectionnalité des oppressions.

Par ailleurs, pour les jeunes femmes, un des enjeux majeurs quant aux conditions de leur autonomie économique est la montée du travail atypique et du travail autonome, qui réduit leur accès aux prestations d'assurance emploi. L'année 2009 marquait le lancement du film *RebELLES, Le film : Féminisme uncensored* où l'on aborde les effets du capitalisme sur les conditions socio-économiques des jeunes femmes. On y retrouve aussi une capsule vidéo de 10 minutes sur l'autonomie économique des jeunes femmes. Le film a été très bien reçu, les commentaires allant dans le sens d'un film motivant, qui démystifie le féminisme pour les débutantes et qui donnent le goût de s'impliquer. Plusieurs l'ont aussi vu comme un outil de mobilisation intéressant, notamment le Y des femmes du Canada qui souhaite éventuellement l'utiliser pour des campagnes, et les groupes de femmes de l'Ouest du Canada en vue du 2<sup>e</sup> rassemblement en 2011.

En mars 2009, un atelier de discussion sur l'autonomie économique des jeunes femmes a été tenu, avec des participantes venant de toutes les provinces et territoires.

### **Analyse de la conjoncture et perspectives pour l'année 2010-2011**

Nous l'affirmons depuis longtemps, le patriarcat et le capitalisme se combinent et se conjuguent pour renforcer les inégalités et les injustices. Ces systèmes structurants prennent forme, entre autres, dans les politiques économiques et sociales des gouvernements qui, de crise en crise, fragilisent les services publics, les programmes sociaux et la solidarité sociale, et permettent la vente et la destruction de nos ressources naturelles.

La lutte à la pauvreté dépasse largement les mesures d'aide directe aux personnes ou les questions de salaires. Les services publics constituent également des moyens essentiels pour redistribuer la richesse par la création de réseaux accessibles et gratuits tels que ceux de l'éducation et de santé. L'investissement du gouvernement dans les infrastructures de béton est aussi un moyen de créer des emplois de qualité, mais dans des secteurs traditionnellement masculins. L'investissement équitable dans les infrastructures sociales est quant à lui un moyen de lutte à la pauvreté des femmes en investissant dans des secteurs d'emploi traditionnellement féminins. Le moment marquant dans les choix gouvernementaux survient lors du dépôt du budget du Québec. C'est pourquoi la FFQ a investi des énergies considérables dans la rédaction de mémoires dans le cadre de consultations budgétaires, en réaction au budget proposé. Cette année, nous avons critiqué les orientations budgétaires proposées lors des consultations, les qualifiant de vieilles recettes sexistes et rétrogrades. Malheureusement, le budget annoncé confirmait nos pires craintes. Le gouvernement du Québec a clairement choisi de s'aligner sur les demandes de la haute finance et du grand patronat.

À l'occasion du dernier budget, le gouvernement a annoncé son intention d'introduire un *ticket* modérateur en santé, de hausser les frais de scolarité, la TVQ et les tarifs d'électricité et de passer tous les programmes au crible en vue de coupes importantes à venir. Ces choix reposent sur une logique profondément inégalitaire. Il s'agit d'une approche ultra-néolibérale qui confirme la direction des gouvernements québécois prise depuis les années de déficit zéro (1996).

Dans ce contexte, les politiques néolibérales font abstraction des engagements gouvernementaux en matière d'égalité entre les hommes et les femmes, car les mesures proposées vont consolider et accroître les inégalités existantes. Ainsi, en matière de santé et de services sociaux, l'augmentation des tarifs, ainsi qu'une privatisation progressive du régime public, atteindraient les femmes de plein fouet, car un grand nombre d'entre elles ne seraient pas capables de payer les frais, pour elles-mêmes et leurs enfants, et les délais

pour accéder à ce qui resterait des services publics risqueraient d'être de plus en plus longs.

La mise en place des services publics a permis aux femmes de se dégager de nombreuses tâches, qui leur étaient traditionnellement dévolues, et d'avoir accès à des emplois de qualité et syndiqués. Le fait de réduire les services ou d'en augmenter les coûts pourrait avoir pour conséquence de retourner les femmes à la maison, contre leur gré, pour pallier aux services manquants ou trop coûteux. La Commission Bird (1970) affirmait que les femmes atteindraient l'égalité seulement lorsque la société, par le biais des ressources de l'État, partagerait la responsabilité de ces dernières en matière d'éducation et de soins aux enfants et aux personnes en perte d'autonomie. Cette affirmation vaut encore aujourd'hui.

Ainsi, les mesures régressives de nos gouvernements frapperont les femmes de plein fouet, et nous considérons fondamental que la lutte qui s'organise tienne compte d'une analyse féministe.

Les actions et objectifs de la FFQ doivent ainsi s'orienter sur la résistance à ces politiques ainsi que sur l'élargissement du mouvement d'opposition à celles-ci. Pour nous, nos mères, nos sœurs et nos enfants, nous devons travailler pour faire reculer l'agenda néolibéral et, notamment, pour faire cesser le recours à la privatisation et à la tarification des services publics. Pour réussir, il nous faudra accentuer le travail autour des alternatives fiscales. Le gouvernement avait d'autres options et a choisi de suivre les propositions des économistes orthodoxes et des grands intérêts financiers au détriment des droits des femmes et de la solidarité sociale.

Orientations et objectifs	Moyens et stratégies
1. Faire reculer l'agenda néolibéral de nos gouvernements et faire des gains sur le plan des revendications de la MMF 2010 pour l'autonomie économique des femmes	a) Nous prononcer à l'occasion des budgets du Québec et du Canada afin que ces derniers partagent plus équitablement la richesse b) Obtenir une augmentation du salaire minimum c) Obtenir une amélioration à l'aide sociale (au moins une des suivantes : fin des catégories, indexation complète, augmentation, etc.)
2. Contrer la privatisation et la tarification des services publics	a) <b>Maintenir une participation active de la FFQ à la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics</b> b) <b>Élargir la portée de l'analyse</b>

	<p><b>féministe de la lutte contre la privatisation et la tarification des services publics</b></p> <p>c) <b>À partir des éléments qui seront dégagés par la Coalition, mener une réflexion sur la possibilité de tenir une grève sociale de résistance*</b></p> <p>d) Défendre ce discours dans le cadre de la MMF 2010</p> <p>e) Proposer à la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics de se mobiliser pour les actions de la MMF 2010</p>
3. Augmenter l'appui de l'opinion publique à nos analyses et revendications pour l'élimination de la pauvreté et l'atteinte de l'autonomie économique des femmes	<p>a) Poursuivre nos sorties publiques où nous rendons visibles nos analyses et revendications pour l'élimination de la pauvreté et l'atteinte de l'autonomie économique des femmes selon la conjoncture</p> <p>b) Maintenir et augmenter l'utilisation des médias sociaux</p> <p>c) Accentuer notre travail d'éducation populaire</p>
4. Positionner la FFQ comme acteur crédible dans les débats sur le modèle économique et la fiscalité au Québec	<p>a) Apporter une réflexion féministe sur les politiques fiscales et sur le budget</p>
5. Développer une analyse sur la pauvreté et les femmes immigrantes et racisées	<p>a) Dans le cadre des travaux du comité des femmes des communautés culturelles, mieux cerner le phénomène de la racialisation de la pauvreté et proposer des moyens pour s'en sortir</p> <p>b) S'approprier et diffuser les analyses produites</p> <p>c) Intégrer ces analyses dans les sorties publiques de la FFQ</p> <p>d) Continuer d'offrir l'atelier <i>Racisme au féminin. L'exemple de l'emploi</i></p>
6. Mobiliser les femmes âgées et les mouvements sociaux mixtes pour	<p>a) Poursuivre les travaux du comité des femmes âgées</p>

---

\* Actions proposées pour adoption par les membres à l'AGA.

<p>lutter contre les insécurités économiques vécues par les aînées et leurs conséquences sur la citoyenneté active</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>b) Poursuivre la formation, la sensibilisation (notamment sur l'importance de l'ADS) et le rayonnement auprès, notamment, d'organismes de personnes âgées mixtes dans le cadre de la tournée des femmes aînées et visiter trois autres régions (dont l'Abitibi-Témiscamingue et Montréal)</li> <li>c) Explorer l'idée de faire un rassemblement des femmes aînées, possiblement dans le cadre d'états généraux</li> <li>d) Tenir compte des analyses produites, lors des sorties publiques de la FFQ</li> <li>e) Intervenir pour obtenir une réforme progressiste et égalitaire du Régime des rentes du Québec</li> </ul>
<p>7. Revendiquer une action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale qui tienne compte du fait que la pauvreté et l'exclusion touchent davantage les femmes (analyse féministe) ainsi que de la racialisation de la pauvreté</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Maintenir une participation active de la FFQ au Collectif pour un Québec sans pauvreté</li> <li>b) Assurer la transmission de l'information aux membres de la FFQ</li> <li>c) Inviter les membres de la FFQ à l'action, à l'occasion de campagnes ou d'autres moyens d'action</li> </ul>

## **Axe II - L'élimination de la violence envers les femmes**

### **Bilan 2009-2010**

Depuis 2008, la FFQ coordonne le comité organisateur des 12 jours d'actions pour l'élimination de la violence envers les femmes. Les 12 jours d'actions représentent un moyen de remettre au cœur de la lutte pour l'égalité, la lutte contre la violence envers les femmes. Ils se déroulent du 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, au 6 décembre, Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes.

L'année 2009 a marqué le 20<sup>e</sup> anniversaire de la tuerie de l'École Polytechnique de Montréal, où 14 jeunes femmes ont été assassinées le 6 décembre 1989 parce qu'elles étaient des femmes. Les 12 jours d'actions sont une occasion de rappeler qu'il faut dire NON haut et fort à la violence envers les femmes : une dénonciation qui doit devenir un réflexe de la part de toute la population et non seulement des groupes de femmes.

Le coup d'envoi des 12 jours d'actions pour l'élimination de la violence envers les femmes s'est fait par la publication, le 25 novembre, dans deux médias québécois francophones, *Le Soleil* et *Le Devoir*, et un anglophone, *The Gazette*, d'une déclaration, *La violence faite aux femmes n'est jamais banale!*, appelant toute la population à agir contre la violence envers les femmes et rappelant la pertinence du mouvement féministe dans un monde où la violence est encore le lot quotidien de trop de femmes. Cette déclaration a été appuyée par 178 personnes et 222 organismes. Dans le cadre du lancement de cette déclaration, la FFQ et le comité des 12 jours d'actions ont invité des hommes à signifier publiquement leur refus de la violence envers les femmes et leur appui au mouvement des femmes. Il n'y a pas que le mouvement des femmes qui doit être au front dans cette lutte constante, la population en général, les hommes y compris, doit se sentir concernée et responsable de l'élimination de la violence envers les femmes.

Dans le cadre de ces 12 jours d'actions, le comité organisateur a également demandé aux groupes de femmes du Québec d'organiser des actions dans leur communauté, actions invitant la population à ne pas rester silencieuse devant les diverses formes de violence envers les femmes. Un calendrier recensant toutes ces actions, plus de 60, a été publié sur le site Internet de la FFQ. Pour appuyer les groupes de femmes dans leurs activités et actions des 12 jours, le comité organisateur a produit un argumentaire intitulé *Ce que nous savons de la violence envers les femmes*, et un atelier de discussion sur la question de la violence envers les femmes. Ces deux outils ont aussi été rendus disponibles sur le site Internet de la FFQ.

Le 6 décembre 2009 était le jour du 20<sup>e</sup> anniversaire de la tuerie de l'École Polytechnique. Depuis une dizaine d'années, la FFQ organisait une commémoration à la Place du 6

décembre. Pour le 20<sup>e</sup> anniversaire, le comité organisateur a choisi de changer de lieu pour deux raisons. D'une part, un colloque international *La tuerie de l'École Polytechnique 20 ans plus tard – Les violences masculines contre les femmes et les féministes*, avait lieu à l'UQAM et, d'autre part, le comité souhaitait donner à la commémoration un ton à la fois solennel et revendicateur.

C'est pourquoi l'activité de commémoration a pris la forme d'un rassemblement public réunissant environ 800 personnes et formant une grande chaîne humaine à la Place Émilie-Gamelin, au centre-ville de Montréal. Afin de marquer ce 20<sup>e</sup> anniversaire de façon particulière, des cordes à linge ont été installées sur lesquelles ont été tendus plus de 300 rubans blancs, dont plusieurs confectionnés par des femmes de partout au Québec. Sur ces rubans blancs étaient inscrits des exemples de gestes concrets à poser au quotidien pour faire cesser la violence envers les femmes. Nous y avons affirmé notre analyse des événements du 6 décembre, soit qu'il s'agissait d'un crime politique contre les femmes et les féministes dans leur ensemble.

De plus, la FFQ a fait partie du comité organisateur du colloque international *La tuerie de l'École Polytechnique 20 ans plus tard – Les violences masculines contre les femmes et les féministes*, avec l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF) et le Service aux collectivités, tous deux de l'UQAM. Ce colloque a réuni plus de 400 personnes du 4 au 6 décembre, des milieux universitaires, communautaires, féministes, institutionnels, syndicaux et artistiques, de même que le grand public, intéressées à réfléchir sur la signification du drame ainsi que sur la mémoire collective de la tuerie de l'École Polytechnique.

Parmi les autres interventions de la FFQ reliées à l'axe de l'élimination de la violence envers les femmes, la FFQ a poursuivi son action en faveur du maintien du registre des armes à feu. Elle a interpellé les chefs des partis de l'opposition fédéraux afin qu'ils rappellent à leurs députées et députés qu'il est impératif de voter contre le Projet de loi C-391. Ce projet de loi prévoit l'abrogation du registre des armes d'épaule. Si le Projet de loi C-391 était adopté, les femmes perdraient un outil efficace dans la lutte contre la violence envers les femmes. Ce projet de loi est présentement à l'étude par différents comités de la Chambre des communes à Ottawa. Il devra être suivi attentivement puisque la menace est réelle de le voir aboli.

La FFQ a aussi fait partie du comité organisateur de la soirée soulignant le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'affaire Chantal Daigle. Cette soirée a eu lieu le 1<sup>er</sup> octobre 2009 et a réuni environ 200 personnes. Elle nous a rappelé que le jugement de la Cour suprême a tranché la question pour les décennies à venir : en matière d'avortement, les femmes sont les seules juges! Toutefois, les projets de lois privés déposés dans les dernières années nous ont aussi

rappelé que des groupes et des individus agissent activement pour porter atteinte au droit à l'avortement.

Dans la lutte contre la mondialisation patriarcale, nous avons participé avec d'autres à des actions venant en appui à la lutte des femmes de Ciudad Juarez. Rappelons que les femmes de Ciudad Juarez, au Mexique, sont aux prises avec une féminicide, où le nombre de meurtres ne cesse d'augmenter. Les autorités mexicaines ne prennent pas ces crimes au sérieux et il n'y a toujours aucune personne qui a été traduite en justice.

En mars, la FFQ a fait connaître son appui à la campagne menée par un comité citoyen pour faire rapatrier Nathalie Morin et ses enfants au Québec. Rappelons que Nathalie Morin, une victime de violence conjugale, est actuellement séquestrée par son conjoint en Arabie Saoudite. Il ne lui permet pas de revenir au Canada avec ses enfants. La campagne vise à ce que le gouvernement fédéral agisse de façon proactive auprès du gouvernement saoudien pour faire respecter les droits de Nathalie et de ses enfants. Pour le moment, le gouvernement a tendance à traiter de cette question comme un enjeu « privé » alors que le mouvement féministe s'est battu pour faire reconnaître la violence envers les femmes comme un crime et un enjeu politique et social. Se battre pour Nathalie Morin, c'est se battre pour que la violence envers les femmes continue d'être reconnue comme un enjeu de société.

### **Analyse de la conjoncture et perspectives pour l'année 2010-2011**

Le comité organisateur des 12 jours d'actions pour l'élimination de la violence envers les femmes a identifié la banalisation, le silence des autres et le ressac antiféministe comme autant de défis à relever si on veut pouvoir rêver d'un recul de la violence envers les femmes. Si on doute de la banalisation et du silence, faisons un tour sur les *blogues* et les forums sur Internet où l'on y retrouve un discours antiféministe souvent haineux.

Les groupes oeuvrant contre les diverses formes de violence sont sans cesse confrontés aux mêmes réserves et obstacles dans leur lutte quotidienne contre la violence envers les femmes : le silence des autres, le refus de reconnaître cette réalité comme étant un problème social et collectif plutôt qu'individuel. Le tabou que constitue cette violence est encore très présent, tabou avec lequel les femmes doivent composer dans leurs démarches pour s'en sortir et dénoncer leurs agresseurs. Pour preuve, on constate qu'il perdure, au sein des institutions dont celle de la justice, une résistance à reconnaître l'ampleur et l'impact de la violence envers les femmes et une tendance à octroyer plus de crédibilité aux témoignages des agresseurs quand ce n'est pas imposer des peines ridicules ou carrément accorder l'impunité à des agresseurs.

Les groupes sont également aux prises avec un discours antiféministe et opposé aux droits des femmes, de plus en plus présent dans les institutions publiques. Le mouvement antiféministe est responsable pour une grande part de la banalisation de la lutte contre la violence envers les femmes et du renforcement des stéréotypes, voire de la haine envers les femmes en général et les féministes en particulier. Le mépris, le harcèlement incessant envers certaines femmes ou certains groupes, les menaces à peine voilées, contribuent à créer un climat de dénigrement du féminisme et de la lutte contre la violence envers les femmes. Le discours des antiféministes associant le féminisme au nazisme, au fascisme et à un crime contre l'humanité trouve trop souvent écho dans les médias ou dans certains milieux. Ils ont ainsi réussi, au fil des années, à créer un espace public où ils semblent légitimés d'intervenir de la sorte.

Devant ces différents enjeux n'aidant pas les femmes, pour n'en nommer que quelques-uns, le comité des 12 jours d'actions a appelé les mouvements sociaux dans leur ensemble, les organisations syndicales et les partis politiques à participer à la dénonciation de la violence et à travailler encore plus concrètement à faire advenir une société où l'égalité de fait entre les femmes et les hommes soit une réalité. Défaire les mythes et les préjugés concernant les femmes, concernant le mouvement des femmes et les féministes, sont autant d'engagements à prendre et à renouveler. Trop souvent, la question des femmes, et particulièrement de la violence envers les femmes, est laissée aux femmes et aux féministes. Pourtant, la lutte contre la violence envers les femmes n'appartient pas uniquement au mouvement des femmes, elle interpelle l'ensemble des mouvements sociaux puisque pour changer le monde, il faut changer la vie des femmes.

Dans l'espace public, on constate de plus en plus la sexualisation du corps des femmes et des filles. Les médias, les moyens de communication dont Internet, les publicités, les télérealités banalisent la sexualité et proposent des contenus sexistes. On évolue dans une période marquée par la marchandisation du corps et de la sexualité des femmes, par des processus par lesquels le corps des femmes est appelé à être jugé, modelé, mutilé, pour correspondre à un modèle unifié, racisé et érotisé. On s'approprie ainsi le corps des femmes et leur sexualité.

Au cœur de cette violence se retrouve la volonté de contrôler. Lorsque la droite politique, morale et religieuse se met à vouloir remettre en question notre droit d'avoir ou non des enfants, il s'agit d'une manifestation collective de la volonté de contrôler les femmes comme groupe. Le mouvement des femmes constate une augmentation des menaces au droit à l'avortement avec la présence du gouvernement conservateur à Ottawa et la consolidation de la droite religieuse et politique au Canada qui a des ramifications actives au Québec. Depuis quelques années, il y a eu cinq projets de loi privés ayant pour but le recul du droit à l'avortement.

De plus, avec le projet de mettre l'accent sur la santé maternelle et infantile dans le cadre des rencontres du G20, le gouvernement Harper a refusé d'inclure la reconnaissance de l'ensemble des droits reproductifs comme un facteur déterminant dans la santé des femmes. Nous l'avons rappelé précédemment, la menace de porter atteinte au droit à l'avortement est tout à fait réelle.

<b>Orientations et objectifs</b>	<b>Moyens et stratégies</b>
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Augmenter l'appui de l'opinion publique aux analyses et revendications féministes concernant la violence envers les femmes</li> <li>2. Rendre visible l'enjeu de la violence envers les femmes et s'assurer d'une prise en charge sociale de la violence envers les femmes</li> <li>3. Renforcer les alliances et la portée du discours contre la violence envers les femmes</li> <li>4. Diffuser un contre-discours aux antiféministes</li> <li>5. Contrer la banalisation et le silence entourant la violence envers les femmes</li> </ol>	<p>a) Coordonner, en étroite collaboration avec les groupes directement concernés, les 12 jours d'actions pour l'élimination de la violence envers les femmes, du 25 novembre (Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes) au 6 décembre (Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes) 2010.</p>
<ol style="list-style-type: none"> <li>6. Lutter contre les stéréotypes sexuels et sexistes</li> <li>7. Faire reculer l'idée à l'effet qu'il ne faut pas intervenir dans le libre marché même si les entreprises ont recours à la marchandisation et la chosification du corps des femmes pour mieux vendre leurs produits</li> <li>8. Obtenir des gains sur les revendications de la Marche mondiale des femmes 2010</li> </ol>	<p>a) Dans le cadre des revendications de la Marche mondiale des femmes 2010, coordonner, en étroite collaboration avec les groupes directement concernés et actifs sur cette question, les pressions sur le gouvernement du Québec afin qu'il mette en place des mesures concrètes pour prévenir et lutter contre la violence envers les femmes, notamment l'hypersexualisation et la marchandisation du corps des femmes, en commençant par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• légiférer en matière de pratiques publicitaires;</li> <li>• mettre en place des cours spécifiques d'éducation à la sexualité dans une perspective de rapports égalitaires, non sexistes</li> </ul>

	et non hétérosexistes
9. Lutter pour assurer le maintien et la consolidation des services d'avortement gratuits offerts par les réseaux publics et communautaires et le développement de nouveaux services publics dans les régions peu desservies	<p>a) Dans le cadre des revendications de la Marche mondiale des femmes 2010, coordonner, en étroite collaboration avec les groupes directement concernés et actifs sur cette question, les pressions sur le gouvernement du Québec</p> <p>b) Demeurer vigilantes face à d'éventuelles et nouvelles tentatives, au niveau fédéral, par des projets de lois privés ou autrement, de porter atteinte au droit à l'avortement</p>

### **Axe III – L'élimination des discriminations envers les femmes**

#### **Bilan 2009-2010**

Depuis plusieurs années, la FFQ travaille dans une perspective intersectionnelle, c'est-à-dire en tenant compte des multiples discriminations et oppressions vécues par les femmes en lien avec le racisme, l'hétérosexisme, l'handicapisme, l'âgisme et autres systèmes. En collaboration avec Relais-femmes, la FFQ a élaboré une formation sur l'intersectionnalité des oppressions et des discriminations. Intitulée *Intersectionnalité. Pour qui ? Pourquoi ? Comment ? ... ne fait que commencer*. La formation présente l'approche intersectionnelle, son histoire et son ancrage dans le mouvement des femmes au Québec ainsi que des études de cas que doivent résoudre les participantes en vue de les outiller afin qu'elles adaptent leurs pratiques à l'intersectionnalité. Lors des six sessions déjà offertes, la formation a permis aux intervenantes et aux travailleuses de repérer leurs angles morts concernant les diverses discriminations et oppressions, les enjeux sociaux d'inclusion et d'exclusion, et de saisir l'apport des femmes de diverses origines ou parcours, aux débats et aux théories féministes.

Au-delà de la formation, nous avons poursuivi nos efforts afin que l'intersectionnalité soit transversale à tous les dossiers de la FFQ. Nous avons porté une attention particulière au cahier des revendications de la MMF et aux outils d'éducation populaire afin qu'ils prennent en compte les femmes dans toute leur diversité. La FFQ est également allée à la rencontre de divers groupes ayant une forte présence de femmes immigrantes et racisées afin de présenter les revendications de la Marche Mondiale des femmes. Cela a permis de discuter des préoccupations des femmes de divers quartiers plus défavorisés de Montréal (accès aux services de santé et de garde, éducation, conditions de travail, etc.) dans un contexte de racialisation de la pauvreté.

Sur les dossiers de la lutte au racisme et de défense des femmes immigrantes et racisées, la question de l'accès à l'emploi reste un enjeu majeur, autant face à l'ensemble du marché du travail qu'à l'intérieur des groupes de femmes eux-mêmes. Au cours de cette année, suite à une session de travail intitulée *Vivre le racisme en emploi au féminin*, la FFQ et le comité des femmes des communautés culturelles ont élaboré un atelier sur la situation en emploi des femmes immigrantes et racisées.

Deux sessions, dont une expérimentale, ont été données jusqu'à présent, ce qui a permis de faire évoluer le contenu. Au départ, l'atelier visait essentiellement à cerner les obstacles à la reconnaissance des acquis et des compétences pour les femmes immigrantes et racisées, mais la session expérimentale a démontré l'importance de faire un travail de sensibilisation plus large. La deuxième mouture de l'atelier, renommée *Racisme au féminin. L'exemple de l'emploi*, vise à mieux comprendre la situation des femmes immigrantes et racisées, particulièrement concernant les barrières d'accès à l'emploi, et à discuter de pistes

de solutions face aux inégalités qu'elles vivent. Au cours des ateliers, les échanges ont beaucoup porté sur l'importance de développer une analyse féministe des processus d'immigration et de comprendre comment s'expriment les discriminations dans notre société y compris dans les organisations féministes.

Durant la dernière année, le comité des femmes des communautés culturelles a donc été occupé par l'atelier sur le racisme au féminin; un atelier sur ce thème a aussi été organisé lors de la dernière AGA de la FFQ. Les femmes du comité ont également poursuivi leurs travaux en participant à la CQMMF, en mobilisant en vue du rassemblement de la Marche à Rimouski en octobre 2010 et en préparant un spécial « femmes immigrantes et racisées » du magazine *Féminisme en bref*.

Le Comité intersectoriel sur la situation des femmes immigrantes et le droit au travail a été mis sur pied en mai 2008 afin de palier au manque de concertation au Québec entre les groupes et instances qui se penchent sur l'emploi et les femmes immigrantes. Malgré le retard pris en raison des changements dans l'équipe, le comité souhaite pouvoir mobiliser d'autres groupes, entre autres les organisations syndicales, afin de faire un état des lieux et réfléchir à des stratégies en matière de reconnaissance des acquis et de lutte à la précarité économique. Animé par la FFQ, le comité s'est rencontré une fois en 2009-2010, mais prévoit des rencontres régulières au cours de la prochaine année.

Toujours dans la perspective de mieux comprendre la situation des femmes immigrantes et racisées, sur la présence de ces femmes dans les domaines économiques, sociaux et culturels, la FFQ a publié *Les femmes immigrantes dans les postes décisionnels*. La recherche met en évidence leur faible représentation, même dans les secteurs où se retrouvent traditionnellement les femmes, soit l'éducation, la santé et le mouvement communautaire et féministe. Il reste donc beaucoup à faire pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans un contexte de diversité. La recherche propose d'explorer l'application d'une analyse différenciée selon les sexes avec une composante qui prend en compte la diversité ethnoculturelle. Elle souligne enfin qu'il est difficile de viser la solidarité entre toutes les femmes sans rendre transversale la question de l'égalité entre les femmes et les hommes et celle de la diversité ethnoculturelle.

Suite aux débats sur le port du voile intégral et à l'annonce du projet de loi établissant des balises sur les demandes d'accommodement dont l'offre des services publics et le recours à ces services à visage découvert, la FFQ a souligné de nouveau le danger de stigmatiser les femmes, particulièrement les femmes musulmanes, sur cette question, notamment en raison des effets négatifs des débats publics, sur le taux de chômage de celles-ci. Elle a continué de demander un débat large sur la laïcité et des mesures concrètes pour que les femmes immigrantes et racisées puissent accéder à l'emploi.

Comme par le passé, nous avons appuyé les aides familiales, en grande partie arrivées au Canada via le Programme des aides familiales résidentes (PAFR), un programme de travail temporaire. Les luttes continuent afin qu'elles soient enfin reconnues comme de « vraies » travailleuses et qu'elles bénéficient de l'ensemble des protections sociales, dont celle de la CSST. La FFQ fait également partie du Groupe de travail ad hoc sur le travail décent des aides familiales. Coordonné par l'Association des aides familiales du Québec et regroupant une dizaine d'organismes communautaires, de syndicats et de groupes de femmes, ce groupe de travail a rédigé un rapport sur la situation des aides familiales au Québec et au Canada, qui a été présenté à l'Organisation internationale du travail, ainsi qu'aux gouvernements provincial et fédéral, afin d'alimenter les discussions sur la mise en place d'une convention internationale pour protéger les travailleuses et travailleurs domestiques dans le monde. Le Groupe de travail *ad hoc* s'est également prononcé sur la réforme du PAFR, annoncée par le ministre canadien de la Citoyenneté et de l'Immigration, Jason Kenney, qu'il juge insuffisante.

Par ailleurs, la FFQ est restée active concernant les femmes immigrées, quelque soit leur statut. La FFQ continue d'appuyer des femmes « sans statut », menacées de déportation, ou à statut précaire. Souvent parce qu'elles font face à de la violence, des femmes, habituellement accompagnées de leurs enfants, viennent chercher refuge au Canada et se retrouvent dans des situations très incertaines. Cette année, la FFQ a participé à deux campagnes initiées par des organismes tels que le Centre des femmes de Verdun, le Comité d'aide aux réfugiés, le Mouvement contre le viol et l'inceste et Solidarité sans frontières. Ces cas, auxquels nous sommes confrontées de manière récurrente, nous indiquent l'importance de rester vigilantes face à l'évolution du système d'immigration et de refuge qui prend très peu en compte les besoins des femmes.

La fin de l'année 2009 a été marquée par la publication d'une *Politique québécoise de lutte contre l'homophobie*. Un plan d'action devrait suivre. Suite à ces annonces, et conjointement avec d'autres groupes de défense des droits des gais et lesbiennes, la FFQ a publié un communiqué appelant le gouvernement du Québec à consulter le plus largement possible pour l'élaboration du plan d'action. La FFQ a ensuite participé à la mise en place du Comité de liaison LGBT dont l'objectif est d'être constamment en contact avec le comité interministériel qui voit à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la Politique de lutte contre l'homophobie. En collaboration avec nos alliées, nous souhaitons que les enjeux qui concernent les lesbiennes soient examinés de plus près dans le Comité de liaison LGBT et rendus visibles dans le plan d'action gouvernemental.

En mars dernier, la FFQ a également initié une rencontre avec des lesbiennes afin de discuter des défis à venir pour les prochaines années. La féminisation du plan d'action de lutte contre l'homophobie ainsi que le besoin d'actualiser notre compréhension des formes de violence et d'exclusion vécues par les lesbiennes ont été au cœur des discussions.

La FFQ a poursuivi son travail de reconnaissance et de défense des droits des lesbiennes en s'assurant que la transversalité des enjeux liés aux multiples discriminations, entre autres celles vécues par les lesbiennes, soit présente dans l'ensemble de son travail. Les contributions de lesbiennes à l'approche intersectionnelle ainsi que deux études de cas autour de l'hétérosexisme ont été intégrées dans la formation *Intersectionnalité. Pour qui ? Pourquoi ? Comment ? ... ne fait que commencer*. Par ailleurs, la lutte à l'hétérosexisme comme rempart contre la violence du patriarcat envers les femmes a fait partie intégrante de l'argumentaire des 12 jours d'actions pour l'élimination de la violence envers les femmes produit en 2009. La tournée sur les femmes âgées a permis de soulever la question des lesbiennes et du vieillissement, tout comme la participation de la FFQ au Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

En 2009-2010, la FFQ a su rendre visibles les lesbiennes, entre autres à travers une bonne couverture médiatique, dont des articles dans *Châtelaine* et dans *Être*. Nous sommes également intervenues lors des activités de la *Semaine Queer Radical* sur le thème « Les genres et les sexualités ». Enfin, notons que Michèle Asselin, a été en nomination pour le Prix Arc-en-ciel à l'été 2009 et une autre membre de la FFQ, Diane Heffernan, coordonnatrice du Réseau des lesbiennes du Québec, s'est vue décerner la médaille de l'Assemblée Nationale pour son engagement comme gardienne de la mémoire lesbienne au Québec ainsi que dans sa lutte pour contrer la lesbophobie.

Suite au Rassemblement pancanadien de jeunes féministes *Toujours RebELLES*, les militantes initiatrices de cet événement ont souhaité poursuivre leur implication féministe en dehors du comité jeunes de la FFQ, tout en continuant à entretenir des liens étroits avec nous. Cette année, la FFQ a donc accompagné RebELLES dans son processus vers l'autonomie, entre autres lors du lancement du film *RebELLES*, la présentation du projet de Rassemblement dans une rencontre féministe en Belgique et en invitant RebELLES à participer à la CQMMF comme groupe autonome. À partir de cette remarquable aventure, la FFQ doit maintenant poursuivre sa réflexion sur les stratégies pour favoriser la participation des jeunes féministes en son sein même.

*Citoyennes à part entière pour toute la vie!* C'est le titre de l'outil de sensibilisation et de la tournée préparé par le comité des femmes âgées de la FFQ en 2009-2010. L'objectif de ce projet est d'identifier et de contrer les obstacles qui empêchent les femmes âgées de bénéficier d'une réelle autonomie économique et d'exercer véritablement leur citoyenneté. Un comité élargi, le comité-conseil, composé de femmes provenant de différents milieux, a également été mis en place afin d'enrichir la problématique, de réagir aux orientations ou propositions proposées ainsi qu'à l'ensemble des textes contenus dans l'outil de sensibilisation.

Gisèle Bourret, responsable du comité des femmes âgées, accompagnée de la présidente de la FFQ, se sont rendues à Baie-Comeau et à Sept-Îles pour animer une session de sensibilisation et discuter des enjeux relatifs à la situation des femmes âgées. La tournée sur la Côte-Nord a reçu une très bonne couverture médiatique au niveau local. À la fin du mois de mars, elles se sont aussi rendues à Nicolet, au Centre-du-Québec, pour offrir la session de sensibilisation auprès des femmes qui sont, pour la plupart, membres de la table de concertation des personnes âgées. Ce qui est ressorti de ces ateliers est que les femmes et les hommes âgés ne vivent pas le vieillissement de la même façon, étant donné que leurs trajectoires de vie sont différentes (violence conjugale et agressions sexuelles subies par les âgées, stéréotypes liés au vieillissement, accès aux soins, normes sociales de beauté et de jeunesse, etc.). De plus, ces difficultés se croisent avec d'autres discriminations ou exclusions en fonction, notamment, de l'orientation sexuelle, de l'appartenance à une communauté ethnoculturelle ou des limitations fonctionnelles. L'enjeu de cette démarche consiste à sensibiliser le plus de femmes âgées possible et à les inciter à passer à l'action pour donner une plus grande visibilité aux solutions identifiées par les femmes pour leur permettre de bien vivre leur vieillissement.

Encore en 2009-2010, nous avons travaillé en solidarité avec nos sœurs autochtones, aux prises avec des disparitions et diverses autres formes de violence. Dans le cadre de la commémoration du 6 décembre, Ellen Gabriel, présidente de Femmes autochtones du Québec, a pris la parole. La Marche Mondiale des femmes a aussi adopté une revendication afin que le Canada signe la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*. La FFQ, membre de la Coalition ad hoc sur les droits des peuples autochtones, augmentera aussi les pressions afin que d'autres instances appliquent cette déclaration (Cour suprême, Commission des droits de la personne et de la jeunesse, etc.), même si elle n'est toujours pas signée par le gouvernement canadien.

La FFQ a participé à la marche commémorative du 14 février 2010 organisée par Justice pour les femmes autochtones disparues et assassinées (Justice en attente) (ou Justice for Missing and Murdered Indigenous Women - Missing Justice). Depuis 1991, la marche commémorative s'est répandue au Canada, avec cette année des manifestations à Vancouver, Edmonton, Winnipeg, London, Sudbury, Toronto et, pour la première fois, à Montréal. Cette marche rend honneur et commémore les femmes autochtones, en particulier celles qui doivent faire face à des violences quotidiennes, qu'elles soient physiques, psychologiques, émotionnelles ou spirituelles.

Lors de l'assemblée générale en 2009, quelques propositions nouvelles qui portaient sur l'inclusion des femmes handicapées ou vivant avec des limitations fonctionnelles ont été référées au conseil d'administration. Le CA a mandaté deux de ses membres pour préparer la réflexion au sujet de l'handicapisme comme système d'oppression et supporter la FFQ dans la réalisation de diverses actions qui visent à favoriser la participation des

femmes handicapées ou vivant avec des limitations fonctionnelles. Les travaux de ce comité *ad hoc* ont débuté.

Entre temps, dès l'automne 2009, le CA a résolu de tenir compte des besoins d'accessibilité dans son nouveau site Internet, de faire en sorte que les événements soient accessibles, particulièrement ceux de la Marche mondiale des femmes, d'intégrer les réalités des femmes handicapées ou vivant avec des limitations fonctionnelles dans les documents de la FFQ ainsi que de prévoir les besoins de financement dans les demandes aux bailleurs de fonds.

### **Analyse de la conjoncture et perspectives pour l'année 2010-2011**

L'un des défis les plus importants posés dans cet axe, est de savoir comment, dans la pratique, défendre les femmes dans leur pluralité. Nous nous sommes engagées à travailler de manière à considérer l'intersectionnalité des oppressions dans nos analyses, pour lutter contre les inégalités vécues entre les femmes. Cela suppose que les analyses et priorités des femmes vivant à l'intersection de l'handicapisme, de l'hétérosexisme, de la lesbophobie, de l'âgisme et du racisme puissent influencer les priorités et analyses portées par la FFQ et ses membres.

Force est de constater que la société québécoise se questionne toujours sur la manière de composer avec une population de plus en plus diversifiée. La période d'indécision que nous vivons freine considérablement notre capacité d'intégrer adéquatement les personnes immigrantes. Le taux de chômage et de sous-emploi des femmes immigrantes et racisées en est le reflet. Les membres du comité des femmes des communautés culturelles sont arrivées à la conclusion qu'il y a lieu de parler de racisme en emploi. Autant chez les décideurs que dans la population, cette situation se passe sans éveiller un grand sentiment d'injustice.

Le comité des femmes des communautés culturelles sera appelé à nous proposer des pistes d'action afin d'apporter des changements aux mentalités, aux pratiques des entreprises, aux politiques en matière de lutte au racisme et aux discriminations, ainsi qu'aux politiques d'intégration. Par ailleurs, en portant un regard critique sur nous-mêmes, il est difficile de ne pas constater la quasi-absence de femmes immigrantes et racisées chez les travailleuses et représentantes dans le mouvement des femmes même.

En ce qui concerne les jeunes femmes, la FFQ a investi beaucoup de temps à l'émergence du mouvement RebELLEs. Cet investissement a permis la formation d'un réseau de féministes engagées dans l'action et portant une critique forte sur la montée de la droite. Ce réseau permet aux jeunes féministes de briser leur isolement. Certaines d'entre elles sont actives au sein de la FFQ et de ses groupes membres. Toutefois, les jeunes féministes

ont quitté le comité jeunes pour mieux investir RebELLEs. La FFQ a donc encore à relever le défi de réfléchir aux moyens à mettre en place pour favoriser la participation des jeunes au sein de la FFQ. À la place de tout revoir cette année, nous proposons de nous concentrer sur leur participation aux actions de la Marche mondiale des femmes, de soutenir *RebELLEs* dans son développement et de développer un réseau de cybermilitantes au sein de la FFQ.

Lors de l'AGA de 2009, nous avons constaté le peu de connaissance de la FFQ au sujet de l'handicapisme, c'est-à-dire le système d'exclusion sociale des personnes handicapées ou vivant avec des limitations fonctionnelles. Cette année, nous proposons d'inclure des pistes nous permettant à la fois d'appivoiser ces enjeux et d'introduire des changements à nos pratiques afin de favoriser l'accès aux activités et aux documents de la FFQ.

Par ailleurs, deux défis se posent pour le mouvement des femmes dans la lutte contre l'hétérosexisme et la lesbophobie : féminiser les politiques et actions gouvernementales en matière de lutte à l'homophobie ainsi que lutter contre l'invisibilité des lesbiennes et des enjeux des lesbiennes dans la société. La FFQ se propose d'appuyer les organisations dans ce travail, notamment en intégrant lorsque ce sera pertinent une analyse de ces enjeux dans ses propres travaux.

<b>Orientations et objectifs</b>	<b>Moyens et stratégies</b>
1. Inclure une approche intersectionnelle et transversale dans tous les aspects du travail de la FFQ 2. S'outiller collectivement pour nous permettre de le faire	a) Continuer d'offrir la formation sur l'intersectionnalité b) Dans nos documents, proposer des analyses tenant compte de l'intersection des diverses formes de discrimination
3. Approfondir les connaissances des enjeux auxquels sont confrontées les femmes immigrantes et racisées et trouver des moyens pour que ces analyses alimentent l'ensemble des analyses et actions de la FFQ 4. Accroître la participation et l'influence des femmes immigrantes et racisées comme militantes et travailleuses dans le mouvement féministe	a) Animer le comité des femmes des communautés culturelles b) Aller à la rencontre des groupes de femmes immigrantes et racisées c) Intégrer systématiquement l'analyse de ces enjeux dans les travaux de la FFQ d) Identifier là où ces analyses sur les enjeux auxquels sont confrontées les femmes immigrantes et racisées, questionnent les pratiques et les analyses actuelles
5. Poursuivre nos réflexions et nos actions sur l'accès au travail et la reconnaissance des acquis des femmes immigrantes et racisées	a) Animer les travaux du Comité intersectoriel sur la situation des femmes immigrantes et le droit au travail

<p>6. Accroître la participation des jeunes femmes aux actions de la FFQ et soutenir la consolidation de RebELLEs</p>	<p>a) Poursuivre le développement d'outils de communication des réseaux sociaux virtuels</p> <p>b) Travailler sur des thématiques rejoignant des préoccupations des jeunes femmes féministes</p> <p>c) Développer des moyens d'actions rejoignant des militantes jeunes</p> <p>d) Développer un bassin de militantes, dont des cybermilitantes*, pour les actions réelles et virtuelles de la FFQ</p> <p>e) Soutenir le comité pancanadien de RebELLEs</p>
<p>7. Assurer une visibilité des enjeux concernant les lesbiennes et les analyses développées dans les travaux de la FFQ</p>	<p>a) Travailler avec les groupes concernés pour développer une perspective féministe dans le plan d'action gouvernemental en matière de lutte à l'homophobie</p> <p>b) Alimenter les membres de la FFQ avec des réflexions venant des milieux féministes et lesbiens sur l'articulation entre le genre et la sexualité</p> <p>c) Actualiser notre compréhension des formes de violences et d'exclusion vécues par les lesbiennes</p> <p>d) Appliquer l'approche transversale dans les actions et analyses de la FFQ</p>
<p>8. Contribuer à la réflexion sur l'handicapisme ou le capacitisme comme système d'oppression et d'exclusion des femmes</p> <p>9. Porter les revendications des femmes handicapées ou vivant avec des limitations fonctionnelles dont, par exemple, l'accessibilité universelle qui permet la participation citoyenne des femmes handicapées (bâtiments, services et programmes, attitudes et</p>	<p>a) Poursuivre la réflexion et produire une analyse, en vue de la conférence pancanadienne <i>Mondes des femmes 2011</i>, afin de s'assurer avec d'autres groupes de femmes que la reconnaissance des droits des femmes handicapées ou vivant avec des limitations fonctionnelles dépasse les frontières du Québec et du Canada</p> <p>b) Élaborer une proposition sur l'accessibilité et la prise en compte des réalités et des préoccupations des femmes</p>

\* Les cybermilitantes n'ont pas à être jeunes. Toutefois, il est probable que nous puissions trouver chez les jeunes un bon bassin de militantes familières avec les réseaux sociaux virtuels.

<p>communications)</p>	<p>handicapées sur les aspects suivants :  événements de la MMF au Québec,  accessibilité des locaux et du site Internet  et intégration dans le plan de travail de la  FFQ</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>c) Alimenter les discussions au sein de la  CQMMF et du comité des 12 jours  d'actions pour l'élimination de la violence  envers les femmes</li> <li>d) Maintenir l'accessibilité universelle du  site Internet (W3C) et rendre tous les  autres documents accessibles</li> <li>e) Organiser des événements accessibles  donc ceux de la MMF (transport,  hébergement et accompagnement pour  les femmes au rassemblement à  Rimouski)</li> <li>f) Prévoir des mesures favorisant  l'accessibilité dans les demandes de  financement</li> <li>g) Concevoir une fiche d'information sur la  situation des femmes handicapées ou  vivant avec des limitations fonctionnelles  afin d'alimenter les groupes sur les  revendications adoptées par la CQMMF  selon leurs perspectives</li> </ul>
<p>10. Faire des gains en matière du droit à  l'égalité pour les femmes  autochtones</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Participer à la Coalition pour le droit des  peuples autochtones en vue de faire  adopter et appliquer la <i>Déclaration des  Nations Unies sur les droits des peuples  autochtones</i></li> <li>b) Appuyer la Marche <i>Amun</i> visant  l'élimination des discriminations basées  sur le genre contenues dans la <i>Loi sur les  Indiens</i></li> </ul>

## **Axe IV – La lutte contre la mondialisation capitaliste et patriarcale**

### **Bilan 2009-2010**

L'industrie internationale de la guerre et la militarisation croissante des sociétés vont de pair avec l'expansion du capitalisme, du patriarcat et du racisme. L'engagement militaire du Canada en Afghanistan a placé la guerre au cœur des enjeux de la société québécoise et canadienne. Par ailleurs, la Marche mondiale des femmes 2010 a pour thème principal « la paix et la démilitarisation ». Depuis 2006, le comité femmes et mondialisation est engagé dans une réflexion sur les femmes et la guerre dans le but, notamment, de proposer une perspective féministe sur les conflits armés. Le document intitulé *Femmes et guerres* a permis au comité de partager ses réflexions avec le Secrétariat international de la Marche mondiale des femmes ainsi qu'avec d'autres organismes, lors de forums nationaux et internationaux. Il a également été utilisé dans l'élaboration d'activités de formation. Nous croyons cependant que les questions qu'il soulève, dont celles sur les femmes et l'armée, mériteraient d'être reprises et de faire l'objet de débat dans ce contexte de militarisme qui marque notre société.

Le comité femmes et mondialisation a largement contribué d'ailleurs à l'élaboration du feuillet, *Mener la guerre pour le bien des femmes, vraiment?* publié par le Collectif Échec à la guerre en préparation du Sommet populaire contre la guerre et le militarisme qui aura lieu en novembre 2010.

Dans la foulée du travail sur *Femmes et Guerres* et des prises de positions antérieures de la FFQ concernant le conflit israélo-palestinien, le comité a entrepris de renforcer la présence de la FFQ dans le travail de la Coalition pour la justice et la paix en Palestine (participation aux actions organisées par la CJPP, prises de parole lors d'événements publics, appui à des déclarations, etc.) et de développer ses liens avec les groupes de femmes palestiniennes. En janvier 2010, avec cette Coalition, nous avons invité la population à exprimer son indignation et à réclamer le respect par Israël de toutes les dispositions du droit international : la fin immédiate du blocus de Gaza, la fin de l'occupation et de la colonisation, l'exercice du droit de retour, le démantèlement du mur et le respect du droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

Concernant la crise économique mondiale, l'enjeu ici était de proposer une lecture féministe de la crise financière et économique, lecture qui était complètement absente des analyses proposées par différents auteurs. Le comité a organisé discussions et ateliers de travail sur cette question et a produit deux textes faisant ressortir l'impact de la crise sur les femmes et comment le système patriarcal loge au cœur du capitalisme mondialisé. Le premier texte intitulé *Un point de vue féministe sur la crise financière : Une autre économie pour un autre monde*, avait été repris par le Bulletin de liaison international de la MMF en mars 2009 et le second, *Solidaires dans nos luttes, plus que jamais*, a été conçu, entre autres, pour

être utilisé comme argumentaire par les coordinations nationales de la Marche mondiale des femmes, afin de soutenir les revendications proposées dans le cadre des actions de la Marche de 2010.

Il est difficile de dire avec précision quel a été l'impact de ces textes à l'intérieur et à l'extérieur de notre mouvement, auprès, par exemple, des organismes et des personnes qui développent un point de vue critique sur l'économie dominante. C'est l'une des raisons qui explique que le panel d'ouverture du colloque de la FFQ à la veille de l'AGA, en septembre 2009, portait sur la crise du capitalisme. Elizabeth Cobbett, doctorante en économie politique internationale à l'Université Carleton, a présenté le contexte international de la crise financière tandis que Gisèle Bourret et Ana Maria D'Urbano, toutes les deux militantes au comité femmes et mondialisation, ont parlé respectivement de l'impact de la crise sur les femmes et de l'économie féministe.

Le comité femmes et mondialisation a toujours eu un volet recherche visant à alimenter l'élaboration de formations spécifiques sur l'impact de la mondialisation sur les femmes. La FFQ, via le comité femmes et mondialisation, participait à titre de partenaire de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF) et de l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM), deux instituts de l'UQAM, à une recherche intitulée : *Impact des politiques de libéralisation sur les conditions de vie et de travail des femmes au Québec, 1989-2005*. Au terme de cette recherche de trois ans, nous disposons de différents textes :

- un document, *Les femmes et la libéralisation globale, Bilan critique des écrits publiés depuis 2003*, réalisé par Marie-Pierre Boucher, Professionnelle de recherche, « Les Cahiers de l'IREF », no 20, décembre 2009;
- huit études de cas, appelées aussi capsules, illustrant les changements intervenus dans différents secteurs d'emploi où les femmes sont très présentes et qui montrent les répercussions de la libéralisation sur les conditions de travail des femmes. Une de ces études, portant sur les travailleuses de Walmart, fera l'objet d'une demande de subvention de recherche auprès du Service aux collectivités de l'UQAM pour la réalisation d'une recherche-terrain auprès d'une douzaine de travailleuses de Walmart, dans le but de cerner comment leurs conditions de vie sont affectées par leurs conditions de travail marquées par la flexibilité, la déqualification et la division sexuelle.

Le comité femmes et mondialisation est impliqué dans le Réseau québécois sur l'intégration continentale, le RQIC. Cette coalition d'organisations sociales québécoises (syndicales, populaires, féministes) agit au niveau des enjeux reliés aux accords de libre-échange nord-américains et à l'intégration continentale, par exemple l'ALÉNA (Accord de libre-échange nord-américain) et les projets de la ZLÉA (Zone de libre-échange des Amériques) et du PSP (Partenariat sur la sécurité et la prospérité).

Le contexte a maintenant changé : le projet de ZLÉA a été abandonné, celui du PSP aussi, et le développement des accords de commerce se fait de plus en plus sur une base bilatérale entre des États, mais aussi entre des provinces. Le gouvernement du Québec devient un joueur ouvertement actif sur le terrain de tels accords, notamment avec l'Ontario, avec des États de l'Est des États-Unis (New-York, Vermont) et avec l'Union européenne.

Suite à une analyse faite à l'intérieur du RQIC, il est suggéré de modifier l'axe traditionnel de travail du RQIC et de le centrer sur les enjeux du commerce international. Pour 2010-2011, il se pencherait plus précisément sur l'impact des accords commerciaux sur les marchés publics en portant une attention particulière à l'accord Canada – Union européenne. Cet axe de travail serait développé par le biais de recherches et d'analyses, analyses devant comporter une perspective féministe.

### **Analyse de la conjoncture et perspectives pour l'année 2010-2011**

Depuis sa mise sur pied en 2001, dans la foulée de la Marche mondiale des femmes, le comité femmes et mondialisation de la FFQ, avec des énergies et des moyens limités, joue un rôle spécifique dans la prise en compte de cet axe. Le comité a réalisé de nombreux travaux dans le but de soutenir les interventions de la FFQ, d'alimenter ses revendications et actions visant à défendre, sur différents terrains, les droits des femmes dans un contexte de libéralisation globale où la promotion de ces droits implique plus que jamais une remise en question des systèmes en place. Il s'agit d'un enjeu de taille. De nombreux organismes sont aussi engagés, ici et ailleurs, dans la lutte contre ce modèle économique néolibéral qui s'impose, au plan mondial, avec le concours des différents gouvernements et États. Ainsi, les différents forums sociaux qui se sont développés, aux plans mondial, régional et national, ont permis la mise en commun d'analyses et d'alternatives, mais il a toujours été difficile d'y faire émerger l'analyse féministe.

Le défi, pour le mouvement des femmes, est non seulement de proposer une analyse féministe de ce modèle économique dominant qui fait ressortir l'interaction étroite entre le capitalisme, le patriarcat, le racisme et d'autres systèmes d'oppression, mais aussi de faire partager cette analyse. Relever ce défi n'est pas une mince affaire. Le comité, malgré ses ressources limitées, tente de le faire à travers différents types d'intervention : analyses, recherche, formation, expression de solidarité et développement d'alliances. Toutefois, l'ampleur des sujets qui interpellent le comité, est en déséquilibre avec les énergies ou ressources dont il dispose.

Au sujet des conflits dans le monde, le conflit israélo-palestinien n'est pas tout à fait un conflit comme un autre en ce qu'il met en jeu un « traitement de faveur » de la communauté internationale – et des pays occidentaux en particulier – envers Israël. Ce

pays bénéficie en effet depuis plus de 60 ans d'une totale impunité face aux très graves violations du droit international et des droits des Palestiniennes et Palestiniens. L'occupation, la colonisation, le blocus de Gaza, le mur de séparation, les postes de contrôle, les destructions de maisons et autres faits contreviennent à la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, aux Conventions de Genève, à la *Convention internationale sur la suppression et la punition du crime d'apartheid*, au *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, au *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, aux décisions de la Cour internationale de justice et aux quelques 400 résolutions de l'ONU et du Conseil de sécurité. La position du gouvernement canadien en est une d'appui inconditionnel à Israël.

Orientations et objectifs	Moyens et stratégies
1. Développer des alternatives féministes et économiques à la mondialisation capitaliste et patriarcale 2. Faire reconnaître l'impact de la mondialisation sur les femmes	a) Évaluer la portée du document sur la crise économique produit par le comité femmes et mondialisation ainsi que la faisabilité et la pertinence de faire des formations sur une vision féministe de l'économie b) Assurer la diffusion de résultats des recherches en les rendant plus accessibles, par exemple par un outil de formation, des articles ou des ateliers c) Recenser les besoins des membres à cet égard et explorer l'idée de former un comité <i>ad hoc</i> pour élaborer différents outils d) l'élargissement du comité femmes et mondialisation
3. Concrétiser nos engagements contenus dans la <i>Plate-forme politique de la FFQ</i> en matière de droit international 4. Faire vivre nos engagements contenus dans la <i>Charte mondiale des femmes pour l'humanité</i> , plus particulièrement en ce qui concerne la paix et la démilitarisation	a) Poursuivre l'implication au sein de la Coalition pour la justice et la paix en Palestine b) Répondre favorablement à l'appel de la société civile palestinienne c) <b>Appuyer officiellement la campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), jusqu'à ce que le gouvernement d'Israël respecte le droit international</b> d) <b>Faire connaître l'impact spécifique négatif sur les femmes palestiniennes</b> e) <b>Contribuer à développer une perspective féministe au sein de la</b>

	<p><b>campagne BDS</b></p> <p>f) <b>S’y engager en :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <b>informant les membres</b></li> <li>○ <b>participant avec d’autres groupes, déjà impliqués, aux discussions et actions*</b></li> </ul> <p>g) Articuler des liens, dans une perspective de formation, avec la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles, qui a produit un outil de formation sur la paix et la démilitarisation, <i>Bâtir un monde de paix</i></p> <p>h) Participer aux actions de la MMF 2010 au Congo et en Colombie</p> <p>i) Participer à la réalisation du Sommet populaire contre la guerre et le militarisme</p>
5. Poursuivre notre implication au sein du RQIC	<p>a) Participer à la réorientation du travail du RQIC</p> <p>b) S’assurer qu’une analyse féministe soit incluse dans les actions et recherches menées par le RQIC et qu’il y ait une cohérence dans notre travail au RQIC avec celui de la MMF des Amériques et au sein du comité femmes et mondialisation</p>

---

\* Actions proposées pour adoption par les membres à l’AGA.

## **Autres actions liées à la conjoncture**

### **Bilan 2009-2010**

D'autres événements et débats publics ont marqué l'année. Retenons-en quelques uns.

Le Québec entier est toujours engagé dans un débat sur la laïcité, les accommodements raisonnables, les politiques d'intégration. Tantôt un débat sur le droit des femmes à l'égalité, tantôt un débat sur l'islam, tantôt sur l'immigration, la FFQ tente d'y participer en y apportant à la fois une réflexion faisant converger des positions féministes, antiracistes, critiques de la place faite aux femmes dans toutes les religions et respectueuses des droits, notamment de la liberté de conscience.

Depuis la prise de position de la FFQ à l'effet d'être contre l'obligation et contre l'interdiction du port des signes religieux dans la fonction publique qui a fait couler beaucoup d'encre, les débats publics se multiplient. L'un des effets de nos prises de position, est la publication de manifestes ainsi que l'émergence d'organisations faisant la promotion d'une laïcité totale ou d'une laïcité dite ouverte.

L'assemblée générale en 2009 a donné au conseil d'administration le mandat de mettre sur pied un comité pour étudier et proposer une démarche pour que la FFQ puisse prendre position sur la forme dont le gouvernement doit baliser la laïcité au Québec. Juste au moment où le comité commençait à examiner cette question de plus près, le gouvernement québécois a annoncé qu'il allait déposer un projet de loi visant à baliser les accommodements raisonnables et à interdire le port de vêtements couvrant le visage dans la fonction publique. Cela a amené la FFQ à clarifié davantage ses positions sur cette question que sur les tenants et les aboutissants de la laïcité.

En effet, la FFQ s'est prononcée en faveur du Projet de loi 94 tout en y proposant des modifications. La commission parlementaire aura commencé en dehors de l'année couverte par le présent rapport. Dans l'intérêt de partager une information toujours d'actualité, la FFQ a défendu la position suivante. Elle s'est dit satisfaite de la manière dont le projet de loi souligne l'importance de tenir compte du droit des femmes à l'égalité dans l'évaluation d'une demande d'accommodement raisonnable, sans pour autant instaurer une hiérarchie des droits. Pour la FFQ, les accommodements tels que définis constituent un outil de protection des droits de toutes et proposent un moyen de favoriser l'intégration dans une société diversifiée.

La FFQ reconnaît, par ailleurs, la volonté de favoriser la mixité hommes – femmes dans l'administration des services publics d'un Québec interculturel, égalitaire et pluraliste. La FFQ est d'avis que les femmes et les hommes doivent pouvoir travailler côte à côte, d'égal à égal, et cela, sans entrave à la prestation de services. Femmes et hommes doivent

travailler à visage découvert. La FFQ s'oppose ainsi au port du voile intégral chez les fonctionnaires.

Cependant, la règle voulant que les usagères se présentent en tout temps à visage découvert pourrait nuire à l'intégration socio-économique des femmes musulmanes et violer leurs droits individuels. Ainsi, les usagères des services assurés par la fonction publique ne devraient pas être systématiquement contraintes à se conformer à cette obligation. C'est la règle du cas par cas qui devrait s'appliquer pour éviter de multiples demandes d'accommodement.

La FFQ a souligné également que le projet de loi est loin de régler la question de la laïcité au Québec! Le gouvernement devrait lancer un livre vert en vue d'un vaste débat public pour clarifier le modèle de laïcité que l'ensemble des Québécoises et des Québécois souhaite adopter.

Dans l'année à venir, la FFQ aura à poursuivre sa réflexion sur la laïcité.

Parmi les multiples annonces du gouvernement québécois en 2010, on peut inclure l'abolition ou le transfert de plusieurs conseils, commissions ou autres instances parapublics, notamment de celui la Commission sur l'équité salariale. Il nous apparaît extrêmement problématique d'abolir la Commission au moment où les entreprises de plus de 10 employées et employés sont appelées à mener un exercice d'équité salariale d'ici la fin de 2010. Le transfert du mandat de la Commission sur l'équité salariale à la Commission des droits de la personne et de la jeunesse arrive à un moment-charnière qui pourrait compromettre l'atteinte des objectifs d'équité salariale en 2010. C'est une proposition inacceptable qui annonce un terrain de lutte additionnel pour le mouvement des femmes.

Suite au séisme dévastateur survenu en Haïti, la FFQ s'est jointe à des voix réclamant un plan viable, solidaire et respectueux des droits des femmes dans la reconstruction du pays. En marge de la Conférence internationale des pays donateurs pour la reconstruction d'Haïti, tenue à Montréal le 25 janvier, la FFQ et la Maison d'Haïti ont distribué des tracts voulant sensibiliser les décideurs sur l'importance et le respect de certains principes devant guider l'aide internationale et le processus de reconstruction.

L'ampleur du désastre en Haïti a fait des milliers de réfugiées en quête de paix et de sécurité. On a alors demandé aux gouvernements d'assouplir leurs règles d'immigration et de faciliter la réunification des familles. Même si la distribution de nourriture, d'eau et de soins médicaux se met peu à peu en place, il ne faut pas oublier les mesures pour protéger les femmes et les filles des agressions sexuelles et du trafic dont la fréquence augmente dans un contexte aussi chaotique. On doit rapidement protéger les femmes et les filles des

violences sexuelles et travailler en étroite collaboration avec les militantes féministes en Haïti.

On a aussi rappelé que les pays donateurs doivent se mettre au service des Haïtiennes et des Haïtiens. Ces derniers doivent garder la direction de la reconstruction de leur pays alors que l'aide internationale doit renforcer la souveraineté d'Haïti. La solidarité des pays donateurs ne doit être attachée à aucune conditionnalité ni chercher à servir les intérêts des pays donateurs. Ce dont Haïti a besoin, c'est de moyens pour se reprendre en main.

Avant même le séisme, Haïti avait contracté une dette extérieure importante réduisant ainsi la capacité d'action du pays. La crise actuelle ne doit pas conduire à un nouvel endettement. Pour permettre à Haïti de s'en sortir, il faudra que la communauté internationale annule sa dette extérieure et n'offre que des dons, non des prêts. De plus, les femmes doivent être associées au processus de reconstruction dès le départ, car elles sont les piliers de la vie sociale et économique en Haïti. Cette proposition est partagée également par le Secrétariat international de la Marche mondiale des femmes situé au Brésil et par les féministes haïtiennes.

La FFQ a contribué à l'organisation d'une soirée en l'honneur de nos soeurs féministes haïtiennes décédées lors du séisme en janvier dernier. Un autre hommage leur a été rendu, le 6 mars dernier, organisé en collaboration avec Point de ralliement des femmes d'origine haïtienne de Montréal et le Bureau de la communauté haïtienne de Montréal.

En 2009-2010, plusieurs organisations ont subi des coupures, pensons à Alternatives ou à Kairos, ou des tentatives de prise de contrôle par le gouvernement canadien, par exemple Droits et démocratie. La FFQ a participé à une manifestation devant les bureaux de Droits et démocratie, le 26 mars 2010 et y a pris la parole. La manifestation a été organisée en collaboration avec la section francophone d'Amnistie internationale et la Ligue des droits et libertés. Par ailleurs, le gouvernement a refusé de rapatrier Omar Kadr malgré les avis de la Cour suprême et des ONG militant pour le respect des droits humains. On a découvert, par ailleurs, que le gouvernement canadien finance des activités religieuses comme la traduction de la Bible ou des activités missionnaires. Au niveau du droit des femmes à l'égalité, on a adopté une politique deux poids deux mesures en ce qui concerne les services de planning des naissances dans l'aide publique au développement. Ici, pour le moment, les femmes canadiennes ont le droit à l'avortement dans des conditions sécuritaires alors que l'on refuse d'assurer des services semblables à nos soeurs ailleurs. L'ensemble de ces gestes a mis en lumière l'effritement important de la démocratie canadienne et le non-respect des droits humains par le gouvernement conservateur. Pour y répondre, on a assisté à la naissance d'une coalition s'appelant *Pas de démocratie sans droits* dont le plan d'action sera à définir en 2010-2011.

Lorraine Leduc et Louise Riendeau ont représenté la FFQ lors de la Conférence de l'ONU Beijing + 15 qui a eu lieu à New York, du 1er au 12 mars 2010. La Conférence de l'ONU Beijing + 15 était la 3e conférence suite à la Conférence de Beijing qui avait permis d'adopter la Déclaration de Beijing sur les droits des femmes. Ces conférences servent, notamment, à procéder à l'examen de la mise en oeuvre de la Déclaration de Beijing. Les États membres doivent y déposer un rapport et des rapports alternatifs sont également produits pour compléter et surtout corriger les rapports gouvernementaux. La FFQ a été signataire du rapport alternatif produit par l'Alliance canadienne féministe pour l'action internationale (FAFIA) et le Congrès du travail du Canada (CTC). Cette occasion a également permis à nos déléguées de multiplier le réseautage avec nos consœurs canadiennes, notamment en parlant de la Marche mondiale des femmes et du mouvement RebELLEs. L'ensemble des retombées démontre bien l'importance pour la FFQ de participer à ce genre d'événement.

### **Analyse de la conjoncture et perspectives pour l'année 2010-2011**

Tant au plan québécois que canadien, nous assistons non plus à la montée de la droite, mais à sa consolidation. À l'échelle canadienne, c'est une droite religieuse et morale qui en a contre la démocratie et les droits humains. Cette droite, pro-militaire, place au premier plan « la loi et l'ordre » et fait la promotion d'une intervention minimaliste de l'État. Elle s'attend à ce que la volonté individuelle et la famille remplacent l'engagement de l'État. Elle est hostile au féminisme et même à la notion de l'égalité sans parler de préoccupations spécifiques sur l'équité salariale, le droit à l'avortement, le registre des armes à feu, la situation des réfugiées et des travailleuses temporaires, sur lesquelles le gouvernement fédéral s'acharne à mettre de l'avant des lois et des politiques complètement à l'opposé de nos revendications.

Au Québec, avec le budget 2010-2011, le gouvernement a accentué ses engagements économiquement à droite. Il prévoit hausser les tarifs et les frais, compresser les budgets, abolir plusieurs conseils et privatiser des services. Il s'agit de mesures qui remettent en question l'intégrité et l'accès des services publics universels à toutes et à tous et qui accroîtront l'écart entre riches et pauvres.

Le Québec est toujours plongé dans un débat sur la laïcité, les accommodements raisonnables et les signes religieux. Dans ces débats, les plus enflammés concernent particulièrement les droits des femmes et ceux-ci sont instrumentalisés par des partis politiques, des groupes religieux et le gouvernement du Québec. À la faveur des crises multiples reliées aux accommodements raisonnables et du débat sur la laïcité, plusieurs se réclamant tour à tour du droit des femmes à l'égalité se sont portés à la défense d'une « égalité-déjà-faite » qui serait menacée par l'arrivée importante d'une population immigrante, notamment arabo-musulmane. L'événement le plus récent est le dépôt du

Projet de loi 94 en janvier 2010. Ce projet de loi encadre les accommodements raisonnables et prévoit que les personnes recevant ou offrant des services de l'État soient à visage découvert.

Le gouvernement tiendra en septembre 2010 une commission parlementaire sur le plan d'action gouvernemental en matière d'égalité. Il fera le bilan du plan 2007-2010 et proposera éventuellement des pistes pour le prochain plan pour 2011-2016. Étant donné le bilan mitigé des groupes de femmes sur le contenu du plan actuel, même s'il contient certaines mesures intéressantes, il nous faudra être vigilantes pour que les nouvelles orientations tiennent compte des analyses plus systémiques, notamment en matière des inégalités économiques, et que ces nouvelles orientations recentrent le plan sur l'égalité pour les femmes plutôt que sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Il faudra également s'assurer que le gouvernement adopte un plan qui tienne compte des différentes réalités des femmes en raison de la couleur, du statut social, des limitations fonctionnelles, du statut d'immigration, de l'orientation sexuelle et de l'âge.

Il y a quelques années, lors du Congrès d'orientation de 2003, la FFQ a pris position en faveur d'une radicalisation et d'une diversification des formes d'action. Dans un contexte politique si hostile au respect des droits sociaux et économiques, à notre avis, il est l'heure de mettre en application cette possibilité. Les forces contre lesquelles nous nous battons sont importantes et ne reculeront pas facilement.

<b>Objectifs et orientations</b>	<b>Moyens et stratégies</b>
1. Faire reculer l'agenda conservateur au niveau canadien	a) Participer plus activement à la Coalition canadienne <i>ad hoc</i> pour l'égalité b) Appuyer des coalitions luttant contre l'effritement de la démocratie canadienne et de l'engagement canadien envers les droits humains c) Appuyer les travaux des organisations féministes ou antiracistes travaillant sur des questions touchant le droit des personnes immigrantes et réfugiées d) Appeler à battre les Conservateurs et les idées conservatrices lors des prochaines élections fédérales, et y mettre les énergies nécessaires e) Participer à la conférence <i>Mondes des femmes 2011</i> f) Combattre le Projet de loi fédéral C-391 visant à éliminer le registre des armes à

	<p>feu</p> <p>g) Lutter pour le retrait des troupes de l'Afghanistan, notamment en participant au Sommet populaire contre la guerre et le militarisme</p> <p>h) Participer à la session de l'ONU sur le droit des femmes en mars 2011 et rendre public le bilan des groupes féministes des actions gouvernementales</p> <p>i) Appuyer les revendications de la Marche <i>Amun</i> visant à faire annuler les discriminations à l'endroit des femmes contenues dans la <i>Loi sur les Indiens</i></p>
2. Protéger le droit à l'avortement libre et gratuit	<p>a) Travailler avec la Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN) et la CQMMF à faire garantir le droit aliénable des femmes de choisir d'avoir ou non des enfants</p> <p>b) Faire inclure l'accès au planning des naissances dans les engagements gouvernementaux en matière d'intervention pour améliorer la santé maternelle et infantile dans le monde</p>
3. Défendre le droit à l'équité salariale pour toutes les travailleuses	<p>a) Participer aux travaux de la Coalition en faveur de l'équité salariale</p>
4. Ébranler le discours sur les finances publiques à l'effet que les inégalités inhérentes aux choix budgétaires rétrogrades et sexistes sont inévitables et nécessaires	<p>a) Apporter une réflexion féministe et critique sur les politiques fiscales et le budget</p> <p>b) Travailler avec FAFIA sur le développement des budgets qui tiennent compte des analyses de genre</p>
5. Obtenir un plan d'action sur l'égalité de la part du gouvernement du Québec qui rompt avec une approche néolibérale et qui inclut une approche intersectionnelle	<p>a) Faire le bilan du Plan d'action gouvernemental en matière d'égalité</p> <p>b) Participer à la commission parlementaire en proposant des orientations en vue du prochain plan d'action</p>
6. Influencer les positions gouvernementales sur la laïcité et les accommodements raisonnables en	<p>a) Prendre position sur le Projet de loi 94 sur les balises encadrant les demandes d'accommodement dans</p>

apportant une réflexion féministe et pluraliste aux débats	l'Administration gouvernementale, et participer à la commission parlementaire sur ce projet de loi b) Poursuivre la réflexion sur le modèle de laïcité souhaitable pour le Québec
--	--

### **Après la Marche mondiale des femmes... une nouvelle action**

Après avoir organisé quatre marches d'envergure, le mouvement des femmes méritera un temps de réflexion pour faire le point sur sa vision, ses analyses, ses orientations, ses objectifs, ses stratégies et ses priorités d'action.

Considérant le succès considérable du Forum pour un Québec féminin pluriel et ses effets structurants sur le mouvement des femmes, la FFQ en particulier, notamment au plan de l'analyse, des priorités politiques et des formes d'action privilégiées;

Considérant la démarche d'orientation entreprise par la FFQ en 2003 qui a permis l'adoption, un an plus tard, de la plateforme politique et des axes prioritaires de travail qui encore aujourd'hui se poursuivent;

Considérant le fait qu'en 2010, le mouvement féministe aura mené quatre grandes marches, entre la marche *Du pain et des roses* en 1995 jusqu'à la troisième action de la Marche mondiale des femmes;

Considérant les apprentissages et analyses découlant de la participation du mouvement féministe à ce réseau international de solidarité féministe et d'action;

Considérant la présence de réflexions émergeant au sein du mouvement des femmes pour tenir compte de phénomènes ou d'enjeux nouveaux;

Considérant la diversité de théories et pratiques féministes, notamment venant de groupes en marge du mouvement féministe et leur volonté d'influencer les théories, analyses, pratiques et actions du mouvement féministe dans son ensemble;

Considérant la pertinence de faire le point sur nos actions et nos analyses développées au cours des vingt dernières années;

Considérant les bénéfices que le mouvement des femmes pourrait tirer d'un grand remue-ménages sur ses stratégies et formes d'action ainsi que sur ses analyses;

Nous sommes d'avis qu'il serait l'heure de faire le point sur nos pratiques et nos analyses et de renouveler nos priorités pour tenir compte de l'évolution du mouvement.

Nous sommes d'avis que cette réflexion permettrait éventuellement à la FFQ d'asseoir de nouvelles priorités qui tiennent compte des enjeux actuels du féminisme.

**Il est donc proposé que la troisième priorité d'action soit la tenue d'états généraux sur le féminisme et l'action féministe, en hiver ou au printemps 2013, et que ceux-ci deviennent la priorité d'action au terme des actions de la Marche mondiale des femmes et de la réalisation du projet sur l'autonomie économique des femmes.**

**Il est également proposé que la FFQ mette sur pied un comité organisateur représentatif et diversifié composé de membres et non-membres dont le mandat sera d'organiser des états généraux permettant une participation large et diversifiée des féministes, appartenant ou non à des organisations, à toutes les étapes de la réalisation.**

**Enfin, il est proposé que dans l'année qui suivra les États généraux et en s'inspirant des conclusions de ceux-ci, la FFQ tienne un congrès d'orientation.\***

---

\* Propositions soumises pour adoption par les membres à l'AGA.

## La vie associative

### Les membres

La FFQ regroupe des membres individuelles et des membres associatives. Ces dernières œuvrent sur les plans local, régional et national, et représentent des groupes de femmes ou des comités de femmes au sein d'organisations mixtes, tels des syndicats ou des organismes communautaires.

Le membership de la FFQ a connu une augmentation significative. Du 1<sup>er</sup> juillet 2009 au 31 mars 2010, il y a eu plus de 108 nouvelles membres individuelles et 13 nouvelles membres associatives. La croissance bien entamée en 2008 s'est donc poursuivie avec encore plus de vigueur en 2009. Au 31 mars 2010, nous comptons 598 membres individuelles et 178 membres associatives.

	<b>Nombre de membres au 31 mars 2010</b>	<b>Nouvelles membres 1<sup>er</sup> juillet 2009 au 31 mars 2010</b>	<b>Présences à l'AGA 2009</b>
Individuelles	598	108	152
Associatives	178	13	76

### L'assemblée générale

Lieu de discussion et de décision collective des membres de la FFQ, l'assemblée générale annuelle du 26 septembre 2009 fut l'aboutissement d'une campagne d'élections à la présidence historique. Ces élections ont généré un engouement qui, en plus de favoriser l'adhésion de nouvelles membres, ont aussi stimulé les inscriptions à l'AGA, avec 228 participantes. Suite à l'événement, pour des raisons de logistique et de planification, il a été décidé que l'AGA se tiendrait désormais en mai plutôt qu'en septembre, réduisant ainsi l'étendue dans le temps du présent rapport (1<sup>er</sup> juillet 2009 au 31 mars 2010).

Depuis 1991, la FFQ remet annuellement le Prix Idola St-Jean afin de souligner la contribution exceptionnelle d'une femme ou d'un groupe de femmes œuvrant depuis plusieurs années à l'amélioration de la situation des femmes au Québec et à l'avancement du féminisme. Les récipiendaires se distinguent par leur engagement auprès des femmes, leur leadership et leurs réalisations.

Cette année, nous avons décerné le Prix Idola St-Jean à un groupe membre, soit L'R des centres de femmes du Québec. La FFQ salue le travail exceptionnel réalisé par L'R des

centres de femmes dans les luttes féministes. Par la force et la solidité de son mouvement depuis 25 ans, L'R des centres de femmes du Québec contribue à l'avancement du féminisme et à l'amélioration des conditions de vie des femmes; les femmes des centres sont de toutes les luttes et de toutes les actions collectives : contre la violence, la pauvreté, pour le libre choix, le droit au logement, l'accès au système de santé, etc. Par son souci d'éducation populaire et d'intervention féministe, L'R contribue de manière significative à l'implication citoyenne des femmes et à la prise de conscience de leur pouvoir individuel et collectif.

L'assemblée générale a été clôturée par un vibrant hommage à Michèle Asselin, présidente sortante. Invitées spéciales, chansons, témoignages, rires... et larmes ont ponctué cette soirée dédiée à remercier Michèle pour toute la détermination, l'implication et le dynamisme avec lesquels elle a « mené la barre » de ce grand bateau qu'est la Fédération des femmes du Québec.

### **Le conseil d'administration**

Entre le 1<sup>er</sup> juillet 2009 et le 31 mars 2010, le CA s'est réuni à trois reprises.

Tout comme l'équipe de travail, le conseil d'administration compte beaucoup de nouvelles membres. Environ la moitié a commencé un premier mandat. Le CA s'est rencontré à trois reprises depuis son élection. Il s'est surtout consacré à s'approprier son mandat, à faire le suivi des recommandations de l'assemblée générale annuelle dans le cadre de l'adoption du plan de travail, à faire le bilan du processus électoral et à assurer une cohésion aux travaux des comités et aux nombreuses actions de la FFQ.

### **Le comité exécutif**

Entre le 1<sup>er</sup> juillet 2009 et le 31 mars 2010, le comité exécutif s'est réuni à neuf reprises. Dans une année où il y a eu autant de départs et d'arrivées parmi l'équipe de travail, l'exécutif s'est beaucoup consacré à la gestion des ressources humaines, à clarifier des démarches d'évaluation et de suivi, et à entamer une réflexion avec l'équipe sur les conditions salariales offertes à la FFQ, conditions qui ne sont pas comparables à celles des autres groupes de femmes au niveau national.

### **Les comités de la FFQ**

À chaque année, la FFQ est très active dans une multitude de dossiers, s'inscrivant dans ses orientations de travail ou en réponse à des dossiers découlant de la conjoncture. Ce travail ne peut être réalisé sans l'apport important de ses nombreux comités. La liste des

participantes aux comités se trouve à l'annexe 4. Les comités actifs durant l'année 2009-2010 ont été :

- Le comité des femmes des communautés culturelles
- Le comité femmes et mondialisation
- Le comité des femmes âgées
- Le comité-conseil sur les femmes âgées
- Le comité *ad hoc* sur la laïcité
- Le comité Idola St-Jean
- Le comité d'évaluation sur l'autonomie économique des femmes
- Le comité membership
- Le comité *Féminisme en bref*
- Le comité *ad hoc* sur les femmes handicapées ou vivant avec des limitations fonctionnelles
- Le comité d'analyse sur les élections
- Le comité sur les conditions salariales

### **Les collectifs régionaux**

Les collectifs régionaux demandent l'investissement des militantes dans l'organisation d'activités régionales. Cette année, trois collectifs régionaux ont été actifs. Il s'agit du :

- Collectif régional Léa-Roback de Québec
- Collectif régional Madeleine-Parent de la Montérégie
- Collectif régional Hélène-Pedneault du Saguenay

Les rapports de ces collectifs se retrouvent à l'annexe 3.

### **L'équipe de travail**

Cette année a été marquée par de très grands changements au sein de l'équipe, notamment avec le départ en octobre de Michèle Asselin. Après plus de six ans à la présidence de la FFQ, l'équipe a dû faire le deuil de son départ... et reprendre les rênes assez rapidement! La nouvelle présidente, Alexa Conradi, s'est intégrée dans une équipe formée de plusieurs nouvelles travailleuses. Chantal Gagnon et Claudette Lambert ont réussi à accueillir et à intégrer toutes ces nouvelles collègues. Ainsi, à l'été, Carole Hébert a pris sa retraite et à l'automne 2009, Barbara Legault et May Chiu ont quitté définitivement l'équipe de la FFQ. Isabelle Cheng a intégré l'équipe au mois d'août 2009 et Ève-Marie Lacasse, en octobre 2009. Nancy Burrows a changé de fonction à l'interne et occupe désormais le poste d'organisatrice communautaire responsable de la mobilisation et de l'éducation populaire. En décembre 2009, Nancy a pris un congé d'adoption et sera de retour au mois de septembre 2010. En janvier 2010, Alexandra Pierre et Diana Lombardi ont été embauchées.

Isabelle Langlois s'est jointe à l'équipe en février afin de remplacer Nancy à la mobilisation. S'ajoutent à elles deux contractuelles Christina Haralanova, agente de communication pour la production du magazine *Féminisme en bref*, et Oula Hajjar, organisatrice d'événements pour la Marche mondiale des femmes 2010.

Le projet sur l'autonomie économique des femmes a aussi permis d'embaucher deux contractuelles à temps partiel pour encore une autre année, soit Nicole Lacelle, consultante spécialiste en évaluation qualitative, et Gisèle Bourret, responsable du comité des femmes aînées.

### **Les militantes**

La contribution des militantes représente un soutien précieux et inestimable pour la FFQ. L'appui de nombreuses militantes, qui viennent régulièrement soutenir le travail de l'équipe des travailleuses, permet de réaliser davantage d'activités pour la défense des droits des femmes au cœur de la mission de la FFQ.

Les militantes sont des femmes qui appuient la mission de la FFQ et qui viennent prêter main forte à l'équipe de travail sur une base hebdomadaire ou ponctuelle, que ce soit lors de grandes mobilisations ou dans le quotidien du bureau. Leur apport est inestimable et essentiel à la mise en œuvre de nos activités et à la réalisation de la mission de la FFQ. Nous les remercions sincèrement pour leur soutien indéfectible et leur présence chaleureuse.

La liste des contractuelles, militantes, stagiaires et membres des comités de travail se trouve aux annexes 2 et 4 du présent rapport.

### **La cotisation des membres**

Nous poursuivons notre réflexion sur les moyens d'assurer la sécurité financière de la FFQ et par le fait même, sa survie. Cela nous amène à évaluer différentes stratégies pour diversifier les formes de financement. Cette année, nous nous sommes penchées sur la possibilité que la cotisation des membres puisse quelque peu contribuer à soutenir le travail de défense des droits, si difficile à financer, bien que la cotisation ne soit pas uniquement une source de financement, mais aussi un appui politique. Nous avons fait le constat que le coût des cotisations des membres n'a pas augmenté depuis au moins les dix dernières années. Cependant, les frais liés à la gestion du membership, aux communications et à l'organisation des activités avec nos membres continuent, eux, d'augmenter d'année en année.

Le geste d'acquitter ses frais de membership à la FFQ en est un de solidarité à sa mission et à ses actions. Ce geste est aussi un moyen de soutenir l'organisation afin qu'elle puisse poursuivre son action et, enfin, continuer d'exister.

### Perspectives pour l'année 2010-2011

Orientations et objectifs	Moyens et stratégies
1. Représenter le plus largement possible les femmes du Québec dans leur pluralité, tout en rassemblant le mouvement féministe québécois	a) Augmenter le nombre d'adhésions individuelles et associatives en étant visibles lors d'événements, par des kiosques, des présentations, et le « bouche à oreille » b) Inviter nos associations membres à inciter leurs propres membres à adhérer à la FFQ
2. Face à l'inflation et à des subventions incertaines en 2011, chercher de nouvelles sources de financement 3. Couvrir les frais liés à la gestion du membership, aux communications et à l'organisation des activités avec nos membres	a) <b>Augmenter les revenus générés par les cotisations annuelles des membres, celles-ci n'ayant jamais été augmentées depuis au moins les dix dernières années</b> b) <b>Augmenter la cotisation des membres de la façon suivante :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Membres individuelles : 25 \$ (avec maintien de la cotisation à 5 \$ pour les femmes à faible revenu)</li> <li>• Groupes locaux : 75 \$</li> <li>• Groupes régionaux : 150 \$</li> <li>• Groupes nationaux : 200 \$</li> </ul>
4. Faciliter l'adhésion et le renouvellement pour les membres	a) <b>Permettre aux membres individuelles d'adhérer pour une période d'un, deux ou trois ans*</b>

---

\* Propositions soumises pour adoption par les membres à l'AGA.

## **Les communications**

### **Le *Féminisme en bref électronique***

L'objectif poursuivi par le *Féminisme en bref électronique* est d'informer les membres sur les actions et réalisations de la FFQ. C'est un moyen, parmi d'autres, pour garder le contact avec nos membres. Avec le développement du site Internet et des réseaux sociaux 2.0, la production du *Féminisme en bref* a été moins régulière cette année. Une réflexion s'impose sur la nécessité de poursuivre la production de cet outil.

### **La revue *Féminisme en bref***

Publiée une fois par année, la revue permet d'éditer des textes d'analyse et de réflexion. L'édition de 2009 portait sur les femmes âgées. Le contenu a été très apprécié et nous tenons à remercier toutes les auteures qui y ont contribué ainsi que le comité des femmes âgées de la FFQ qui s'est impliqué de façon importante dans ce projet.

Une partie du financement de la revue est assurée par la vente de publicité et également par un appui exceptionnel de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ). L'autre partie du financement est assurée par une subvention du Programme de promotion de la femme qui arrivera à terme en 2011. Nous devons donc évaluer la pertinence de poursuivre la publication, avec ou sans subvention.

### **Site Internet et autres plateformes 2.0**

Au début de mars 2010, la FFQ a dévoilé son tout nouveau site Internet. Avec un visuel totalement nouveau et une plateforme dynamique, la FFQ espère augmenter la qualité de ses communications avec les membres et le grand public. La FFQ effectue une percée dans le réseautage social en utilisant les applications Web 2.0 (comme *Facebook* et *Twitter*). Une section *blogue* permet aux internautes de participer activement en commentant les textes qui y sont édités. Autre grande nouveauté, il est maintenant possible de faire un don et de devenir membre, en ligne.

L'utilisation de *Facebook* et de *Twitter* lors des manifestations et des actions de la FFQ s'est révélée être un outil de mobilisation intéressant. Le virage vers les réseaux sociaux 2.0, une forme de communication permettant une plus grande interactivité entre les participantes, laisse entrevoir de belles opportunités pour rejoindre les membres, les alliées et alliés, et de nouveaux publics.

Notre principal défi sera de trouver les ressources nécessaires pour alimenter toutes ces nouvelles plateformes de communication.

## Listes électroniques

Les listes électroniques sont un autre moyen pour la FFQ d'informer des publics précis sur les activités et les actions. Nous faisons de plus en plus de liens entre les listes et les autres outils de communications 2.0.

Nos listes sont : En-Marche, Membres associatives, Membres individuelles, CQMMF et RebELLEs-féministes.

## Perspectives pour l'année 2010-2011

<b>Orientations et objectifs</b>	<b>Moyens et stratégies</b>
1. Rejoindre de nouveaux publics	a) Utiliser les nouvelles plateformes 2.0
2. Garder un contact étroit avec les membres et différents réseaux	comme un outil de communication privilégié
3. Mobiliser et informer la population sur nos luttes	b) Alimenter régulièrement les plateformes avec des contenus intéressants
4. Susciter la participation des membres et de la population à nos diverses plateformes de communication	c) Créer des liens entre les divers outils de communication (site Internet, <i>Facebook</i> , <i>Twitter</i> , listes électroniques, etc.)

## **Les ressources**

### **Les ressources financières**

La FFQ a atteint ses objectifs financiers pour 2009-2010. Une gestion serrée de nos dépenses, des efforts soutenus auprès des bailleurs de fonds et la générosité de nos membres, donatrices et alliées ont donné des résultats satisfaisants.

Nous avons craint des effets négatifs de la crise financière sur notre capacité à collecter des fonds, mais cette crainte n'était pas fondée. Nous avons aussi dépassé nos objectifs dans certaines de nos activités de financement.

Néanmoins, de grands défis nous attendent. L'année 2010-2011 verra la fin de notre subvention triennale avec Condition féminine Canada, subvention qui représente plus du tiers de notre budget total. Dans le contexte actuel, avec les prises de position du gouvernement Harper sur le financement des groupes de femmes, cela n'augure rien de bon et nous sommes loin d'être assurées de bénéficier à nouveau d'une subvention du Programme de promotion de la femme.

Cela s'ajoute à un contexte général où il est de plus en plus difficile de financer des activités de défense des droits. La FFQ aura donc du pain sur la planche pour la prochaine année.

### **La Maison Parent-Roback**

La FFQ poursuit toujours sa participation active à la Maison Parent-Roback. Cette dernière prend une place importante dans la vie au quotidien à la FFQ, permettant ainsi le réseautage, la collaboration, le partage d'informations, la sororité et le soutien entre les groupes de femmes qui l'occupent. Cette dernière année, nous avons été très impliquées autant à la gestion qu'à la vie associative de la MPR. Nous nous impliquons au conseil d'administration, en ayant une déléguée qui occupe le poste de vice-présidente, ainsi qu'au comité de relocalisation.

Afin de pallier au problème de financement récurrent et au manque d'espace de plus en plus criant de la Maison Parent-Roback, nous continuons de nous impliquer dans le dossier de la relocalisation afin d'acquérir un immeuble situé sur la rue de Gaspé. Nos démarches avec la ville de Montréal se poursuivent et se multiplient. Nous sommes présentes plus que jamais lors des conseils de la ville centre et de l'arrondissement et notre projet est connu et soutenu par de plus en plus d'élues et élus.

Encore cette année, quelques membres de l'équipe de la FFQ ont participé activement, de façon militante, à la chorale *Les voies féministes* de la MPR, offrant plusieurs concerts durant l'année (manifestations, spectacles-bénéfices, événements spéciaux, enregistrement, etc.).

<b>Orientations et objectifs</b>	<b>Moyens et stratégies</b>
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Assurer un financement adéquat de la part de nos bailleurs de fonds, le stabiliser et l'augmenter</li> <li>2. Financer les activités de la Marche mondiale des femmes au Québec</li> <li>3. Profiter de la visibilité de la Marche mondiale des femmes pour augmenter les revenus des activités de financement</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>a) Poursuivre les campagnes de financement et la présentation de demandes aux bailleurs de fonds institutionnels</li> <li>b) Présenter une nouvelle demande au Programme de promotion de la femme (Condition féminine Canada)</li> <li>c) Développer de nouvelles pistes de financement : <ul style="list-style-type: none"> <li>• par des campagnes spéciales auprès de publics ciblés</li> <li>• par la recherche de fonds auprès de nouveaux bailleurs de fonds institutionnels</li> </ul> </li> <li>d) Expérimenter le financement sur Internet, notamment en organisant une campagne des kilomètres de solidarité dans le cadre de la MMF</li> <li>e) Coordonner la vente de matériel promotionnel pour financer les actions de la MMF</li> <li>f) Solliciter des publics ciblés grâce à nos nouvelles plateformes de communication (Internet, <i>Facebook</i>, etc.)</li> </ol>
<ol style="list-style-type: none"> <li>4. Continuer de s'impliquer dans la Maison Parent-Roback afin d'apporter la contribution de la FFQ pour remédier aux problèmes financiers de celle-ci</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>a) Poursuivre le mandat au sein du CA de la Maison Parent-Roback et au comité de relocalisation</li> </ol>

## Annexe 1

### Les principales réalisations des comités, les travaux avec les alliées et alliés, les communiqués, les mémoires et les publications

#### Axe 1 – L'élimination de la pauvreté

##### Principales réalisations des comités

<b>Comité des femmes des communautés culturelles</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Contribution à la formation <i>Racisme au féminin. L'exemple de l'emploi</i> et plus largement sur les obstacles à l'emploi et sur la pauvreté des femmes immigrantes et racisées</li></ul>
<b>Comité des femmes âgées</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Coordination de la mise en oeuvre des ateliers de sensibilisation <i>Citoyennes à part entière... pour toute la vie!</i></li></ul>
<b>Comité-conseil sur les femmes âgées</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Coordination du travail sur le projet sur l'autonomie économique des femmes âgées</li></ul>
<b>Comité d'évaluation sur l'autonomie économique des femmes</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Évaluation du projet sur l'autonomie économique des femmes selon trois parcours de vie, celui des jeunes, des femmes issues de l'immigration et des femmes âgées</li></ul>

##### Travaux avec des alliées et alliés

<b>Comité intersectoriel sur la situation des femmes immigrantes et le droit au travail</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Coordination du comité</li><li>○ Réflexion sur les nombreux problèmes qui perdurent pour les femmes immigrantes et racisées en emploi</li></ul>
<b>Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Coordination de la CQMMF et de ses divers comités</li><li>○ Organisation des actions de la MMF 2010 au Québec</li><li>○ Consultation sur les revendications, adoption de ses revendications par la CQMMF et diverses représentations en lien avec les revendications</li><li>○ Lancement de la MMF 2010 le 8 mars</li></ul>

	2010
<b>Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Alliances et augmentation de la visibilité des mouvements sociaux québécois opposés à la tarification et à la privatisation des services publics par des conférences de presse (17 janvier et 14 mars), des communiqués de presse, une manifestation (20 janvier), la campagne FAXture...</li> <li>○ Mobilisation pour la manifestation du 1<sup>er</sup> avril</li> <li>○ Contribution à la réalisation d'un document sur les alternatives fiscales</li> </ul>
<b>Collectif pour un Québec sans pauvreté</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Analyses et mobilisation autour du 2<sup>e</sup> plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale</li> </ul>
<b>Secrétariat pancanadien RebELLES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Sensibilisation aux enjeux touchant l'autonomie économique chez les jeunes femmes</li> <li>○ Soutien à l'organisation des suites du Rassemblement et au lancement du film</li> <li>○ Production d'articles et d'un outil synthèse diffusé à 1 000 exemplaires</li> </ul>
<b>Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Suivis sur le dossier de l'équité salariale, particulièrement pour les droits des travailleuses non syndiquées</li> </ul>
<b>CIAFT, Action travail des femmes et Au Bas de l'échelle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Suivis sur les dossiers en matière d'emploi (accès à l'égalité, égalité de traitement, accès aux métiers non traditionnels)</li> </ul>

## Communiqués

- ❑ 16 septembre 2009 – *Régime de rentes du Québec : Les femmes, les grandes perdantes de la réforme*
- ❑ 22 septembre 2009 – *Loi 7 – PPP sociaux*
- ❑ 9 octobre 2009 – *Un sapin avant Noël : le projet de loi C-51 cache des coupes majeures au Régime de pensions du Canada*

- ❑ 15 décembre 2009 – *Hausse du salaire minimum : une bonne nouvelle dans un contexte inquiétant*
- ❑ 17 décembre 2009 – *Consultations prébudgétaires : le gouvernement sert une vieille recette rétrograde et sexiste*
- ❑ 17 janvier 2010 – *Naissance d'une Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics*
- ❑ 20 janvier 2010 – *L'opposition à la tarification se transporte aux portes de la Rencontre économique 2010*
- ❑ 11 février 2010 – *Pas de consensus sur la hausse des frais de scolarité!*
- ❑ 26 février 2010 – *La FFQ en tournée « femmes âgées » sur la Côte-Nord*
- ❑ 5 mars 2010 – *Réaction des groupes de femmes : Un budget axé sur la décroissance de l'État*
- ❑ 30 mars 2010 – *Réaction de la Fédération des femmes du Québec au budget : « C'est la renaissance de la réingénierie de l'État sur stéroïdes anabolisants »*
- ❑ 30 mars 2010 – *Un budget régressif et inacceptable!* (conjointement avec la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics)
- ❑ 31 mars 2010 – *Appel à marcher contre un « budget injuste »*

## Mémoires

- ❑ 15 septembre 2009 – *« Les femmes ont toujours besoin du Régime de rentes du Québec », Consultation de la Commission des affaires sociales sur le document *Vers un Régime de rentes du Québec renforcé et plus équitable**
- ❑ 17 décembre 2009 – *Consultations prébudgétaires : le gouvernement sert une vieille recette rétrograde et sexiste, Consultations prébudgétaires 2010-2011 du ministère des Finances sur un document intitulé *Des finances publiques saines pour protéger nos valeurs : le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014**

## Publications

- ❑ Documents de la session de formation *Le racisme au féminin. L'exemple de l'emploi.*
- ❑ Documents de la session de formation sur l'intersectionnalité des oppressions (en partenariat avec Relais-femmes)
- ❑ *Citoyennes à part entière pour toute la vie*

## Axe II – L'élimination de la violence envers les femmes

### Travaux avec des alliées et alliés

<b>Comité organisateur de la campagne des 12 jours d'actions pour l'élimination de la violence envers les femmes</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Coordination du comité organisateur</li><li>○ Contribution à l'organisation de la campagne des 12 jours d'actions, aux outils ainsi qu'à la campagne même, dont l'organisation du rassemblement à la Place Émilie-Gamelin au centre-ville de Montréal, le 6 décembre 2009</li></ul>
<b>Comité organisateur du colloque 20<sup>e</sup> anniversaire de la tuerie de Polytechnique</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Contribution à l'organisation du colloque</li></ul>
<b>Comité organisateur de la soirée pour l'anniversaire de l'affaire Chantal Daigle</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Contribution à l'organisation de la soirée</li></ul>

### Communiqués

- ❑ 18 août 2009 – *Avortement : deux groupes de femmes nationaux se réjouissent des recommandations du Collège des médecins*
- ❑ 17 septembre 2009 – *20 ans de l'affaire Chantal Daigle*
- ❑ 19 octobre 2009 – *Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée*
- ❑ 30 octobre 2009 – *L'abolition du registre des armes à feu : Les chefs Ignatieff et Layton sommés d'agir*
- ❑ 25 novembre 2009 – 25 novembre au 6 décembre 2009 : *Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes – Lancement de la déclaration La violence faite aux femmes n'est jamais banale!*
- ❑ 6 décembre 2009 – *Polytechnique, 20 ans plus tard : Plusieurs centaines de personnes forment une grande chaîne humaine pour rappeler que la violence n'est pas qu'une affaire de femmes*
- ❑ 17 décembre 2009 – *Une agression est une agression!*

### Publication

- ❑ *Ce que nous savons de la violence envers les femmes – Argumentaire pour les 12 jours d'actions pour l'élimination de la violence envers les femmes* (conjointement avec les groupes représentés au comité organisateur de la campagne des 12 jours d'actions)

### Axe III – L'élimination des discriminations envers les femmes

#### Principales réalisations des comités

<b>Comité des femmes des communautés culturelles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Défense des droits des femmes d'origines diverses</li> </ul>
<b>Comité des femmes âgées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Réflexions et actions pour améliorer les conditions de vie des femmes âgées</li> <li>○ Coordination de la mise en oeuvre des ateliers de sensibilisation <i>Citoyennes à part entière... pour toute la vie!</i></li> </ul>

#### Travaux avec des alliées et alliés

<b>Comité intersectoriel sur la situation des femmes immigrantes et le droit au travail</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Coordination du comité</li> <li>○ Réflexion sur les nombreux problèmes qui perdurent pour les femmes immigrantes et racisées en emploi</li> </ul>
<b>Relais-femmes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Formation <i>Intersectionnalité. Pour qui ? Pourquoi ? Comment ? ... ne fait que commencer</i></li> </ul>
<b>Comité de liaison LGBT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Suivi du plan d'action de la Politique de lutte à l'homophobie</li> <li>○ Demande de rencontre à la ministre de la Justice, Kathleen Weil</li> </ul>
<b>Centre des femmes de Verdun, Table des groupes de femmes de Montréal, Solidarité sans frontière, Mouvement contre le viol et l'inceste</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Appui à deux campagnes de soutien pour une femme et ses enfants menacés de déportation</li> </ul>
<b>Groupe de travail <i>ad hoc</i> pour le travail décent des aides familiales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Contribution au rapport sur le travail des aides familiales au Québec et au Canada</li> <li>○ Lettre ouverte au ministre de l'Immigration, Jason Kenney, sur la réforme du Programme des aides familiaux résidants</li> </ul>

#### Communiqués

- 7 octobre 2009 – *Projet de loi 16 : La FFQ et le CIAFT veulent des modifications pour les femmes immigrantes* (conjointement avec le CIAFT)

- ❑ 16 octobre 2009 – *Protéger le droit à l'égalité et favoriser l'intégration par l'emploi*
- ❑ 11 décembre 2009 – *Politique nationale de lutte contre l'homophobie : une bonne nouvelle*
- ❑ 18 mars 2010 – *L'appui à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones par le Canada doit être en harmonie avec les droits humains*

## Publication

- ❑ *Citoyennes à part entière pour toute la vie*

## Axe IV – La lutte contre la mondialisation capitaliste et patriarcale

### Principales réalisations du comité

<b>Comité femmes et mondialisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Prises de paroles et présentations lors d'événements publics</li> <li>○ Discussions et ateliers de travail sur la crise financière et une lecture féministe du système économique et financier</li> </ul>
--	--

### Travaux avec des alliées et alliés

<b>Collectif Échec à la guerre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Contribution à l'élaboration du feuillet <i>Mener la guerre pour le bien des femmes, vraiment ?</i></li> <li>○ Divers appuis au Collectif</li> </ul>
<b>Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Participation à la démarche du RQIC visant à modifier ses axes de travail</li> </ul>

## Publications

- ❑ Feuillet *Mener la guerre pour le bien des femmes, vraiment ?* (en collaboration avec le Collectif Échec à la guerre)
- ❑ Marie-Pierre Boucher, *Les femmes et la libéralisation globale, Bilan critique des écrits publiés depuis 2003*, « Les Cahiers de l'IREF, décembre 2009 (article résultant de la recherche intitulée *Impact des politiques de libéralisation sur les conditions de vie et de travail des femmes au Québec, 1989-2005*, dont la FFQ a été partenaire, via le comité femmes et mondialisation

## **Autres actions liées à la conjoncture**

### **Communiqués**

- ❑ 21 septembre 2009 – *La Fédération des femmes du Québec salue sa présidente sortante, madame Michèle Asselin*
- ❑ 24 septembre 2009 – *La pratique sage-femme : légale depuis dix ans! Une victoire menée par les sages-femmes, les femmes et les familles*
- ❑ 26 septembre 2009 – *La Fédération des femmes du Québec a élu sa nouvelle présidente : madame Alexa Conradi*
- ❑ 30 septembre 2009 – *Prix Idola St-Jean : L’R des centres de femmes du Québec honoré*
- ❑ 14 janvier 2010 – *Pour qu’Israël mette fin au blocus de Gaza!*
- ❑ 25 janvier 2010 – *Conférence internationale des pays donateurs pour la reconstruction d’Haïti*
- ❑ 16 février 2010 – *Modifications à la loi électorale*
- ❑ 22 février 2010 – *Égalité des femmes : le Canada tire de l’arrière*
- ❑ 7 mars 2010 – *En 2010, ça va marcher!*
- ❑ 24 mars 2010 – *Port de signes religieux dans la fonction publique : Un pas dans la bonne direction selon la Fédération des femmes du Québec*

### **Autres publications**

- ❑ Édition électronique du *Féminisme en bref*
- ❑ Édition magazine du *Féminisme en bref*, spécial sur les femmes âgées

## Annexe 2

### Les membres des différentes instances, les contractuelles et les militantes

#### Le comité exécutif

Alexa Conradi	Présidente
Micheline Bourassa	Secrétaire
Nancy Burrows	Coordonnatrice de la FFQ (observatrice)
Diana Lombardi	Coordonnatrice de la FFQ (observatrice)
Caroline Senneville	Vice-présidente aux membres associatives (Condition féminine FNEEQ – CSN)
Ghislaine Vézina	Vice-présidente aux membres individuelles (Collectif régional Léa-Roback de Québec)
Lorraine Leduc	Trésorière

#### Les administratrices

Régine Alende Tshombokongo	Centre d'encadrement pour jeunes filles immigrantes (CEJFI)
Ginette Bélanger	Action femmes handicapées – Montréal
Pascale Brosseau	Collectif régional Léa-Roback de Québec
Danielle Casara	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
Khadija El-Bouhali	Collectif régional Madeleine-Parent de la Montérégie
Martine Éloy	Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)
Chantal Gagnon	Représentante des travailleuses
Angela Hernandez	Représentante des femmes démunies économiquement ou subissant une double discrimination
Julie Leclerc	Récif02 – Table de concertation des groupes de femmes du Saguenay – Lac-Saint-Jean
Josiane Oscar	Association des femmes immigrantes de l'Outaouais
Louise Riendeau	Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale
Lise St-Jean	Collectif régional Madeleine-Parent de la Montérégie

## L'équipe des travailleuses

Nancy Burrows	Organisatrice communautaire, responsable de la mobilisation et de l'éducation populaire (en congé d'adoption)
Alexa Conradi	Présidente
Isabelle Cheng	Adjointe à la coordination et responsable de l'accueil
Chantal Gagnon	Responsable de la gestion financière et comptable
Oula Hajjar	Organisatrice d'événements – MMF2010 (projet spécial)
Christina Haralanova	Agente de communication pour le <i>Féminisme en bref</i> et animatrice Web 2.0 (projet spécial)
Ève-Marie Lacasse	Organisatrice pour la Marche mondiale des femmes 2010
Claudette Lambert	Responsable du développement financier et des communications internes et webmestre
Isabelle Langlois	Organisatrice communautaire, responsable de la mobilisation et de l'éducation populaire (contrat de remplacement)
Jani-Audrey Lavoie	Stagiaire en travail social
Diana Lombardi	Coordonnatrice
Alexandra Pierre	Organisatrice communautaire, responsable du dossier des femmes immigrantes et racisées

## Les contractuelles et contractuels

Manon Allard	Comptable agréée
Geneviève Albert	Réalisation et production des capsules web
Michèle Asselin	Rédaction
Élise Bergeron	Révision
Michel Berthiaume	Informatique (Solutions MC)
Gilles Bienvenue	Service de photocopies (Copie du Plateau)
Gisèle Bourret	Coordination comité des aînées, formations
Cuisines collectives	
Hochelaga-Maisonneuve	Service de traiteur
Funambules Médias	Montage et finition du film <i>RebELLEs</i>
Françoise Guénette	Animation
Michèle Issa	Soutien à l'organisation des 12 jours d'actions
Katasoho	Graphisme
Nicole Kennedy	Traduction
Nicole Lacelle	Évaluation et animation
Linda Lévesque	Communications médias (LCOM Inc.)

Panache ta tuque	Mixage sonore du film <i>RebELLEs</i>
Katherine Macnaughton	Révision, rédaction de textes
Imane Mawassi	Animation
Maguy Métellus	Animation
Anne Migner-Laurin	Capture et montage du clip du film <i>RebELLEs</i>
Mise au jeu	Animation et lancement MMF 2010
Molotov Communications	Site web
Ô deux sœurs	Service de traiteur
Pol Pelletier	Performance lors du 6 décembre 2009
Stéfany Ranger	Communications médias (LCOM Inc.)
Marie Rouleau	Graphisme (Rouleau-Paquin Communications Inc.)
Anne-Marie de la Sablonnière	Conception et rédaction d'ateliers d'éducation
Mélanie Samson	Traduction (bilan du rassemblement <i>RebELLEs</i> )
Andrée Savard	Secrétariat d'assemblées, rédaction et révision
Tatou	Graphisme
Zuruba	Prestation musicale au lancement de la MMF 2010

### **Les militantes**

Comme à chaque année, l'équipe de travail de la FFQ a pu réaliser ses nombreux mandats grâce à l'aide inestimable de ses militantes. Nous sommes désolées de ne pas pouvoir les nommer toutes et tous, mais nous tenons à les remercier chaleureusement. Pour l'année 2009-2010, notons tout particulièrement l'appui militant de Gisèle Ampleman, Micheline Bourassa, Gisèle Bourret, Ève Cantin-Lafrance, Aline Côté, Éliisa Fernandez, Linda Gadoury, Carole Hébert, Thérèse Hurteau-Farinas, Michelle Issa, Les Voies féministes de la MPR, Berthe Marcotte, Sylvie Marcotte, Manon Massé, Carolle Mathieu, Claudette Pomerleau, Julie Raby, Ruth Rose, Yolande Tourigny et Éliaine Vachon.

## Annexe 3

### Les rapports des collectifs régionaux

#### Collectif régional Hélène-Pedneault du Saguenay

C'est avec enthousiasme que les membres du comité de coordination ont amorcé l'année 2009-2010 en septembre dernier. Le retour sur l'AGA de la FFQ de septembre 2009 où trois femmes du comité, dont deux pour une première fois, y ont participé, a retenu l'attention. On y a découvert la diversité des professions, des talents et des provenances des membres de la FFQ. On souligne mieux connaître les dossiers et les luttes menées de front par la FFQ.

Le projet d'organiser une action mobilisante en vue d'augmenter le membership du Collectif et de susciter des alliances a été freiné par la difficulté de se rencontrer régulièrement pour des raisons de santé ou de non-disponibilité. Par contre, les membres du comité de coordination ont participé et publicisé des événements du milieu :

- Communication-échange avec Yasmina Chouakri, sur la religion et les féministes musulmanes, le 23 novembre 2009;
- projection du DVD *Sexy Inc* suivie d'un échange, sur l'hypersexualisation, le 11 novembre 2009;
- lancement du livre *À ma façon* de Danielle Pedneault, la sœur d'Hélène Pedneault, à la fin d'octobre 2009;
- participation au visionnement du film sur le Rassemblement pancanadien *RebELLEs*, le 5 février 2010;
- lancement de la Marche mondiale des femmes à Alma, le 7 mars, et activité du 8 mars 2010, en soirée, à Jonquière.

Deux membres assument régulièrement des représentations, soit à la Table régionale des groupes de femmes RECIF-02 et au Comité régional de la Marche mondiale des femmes. Elles ont participé à la journée régionale de l'égalité entre les femmes et les hommes, le 16 mars 2010, à Alma.

Nous avons convenu de profiter du *momentum* de la Marche mondiale des femmes pour susciter l'intérêt des sympathisantes et des membres du Collectif à participer aux diverses activités qui seront proposées en région tout au long de l'année. L'assemblée générale en région aura lieu en mai 2010 et nous nous proposons de participer également à l'AGA de la FFQ à Québec, aussi en mai 2010.

Membres du comité de coordination : Françoise Gagnon, Dominique Gilbert, Dominik Villeneuve et Viviane Villeneuve.

## **Collectif régional Madeleine-Parent de la Montérégie**

Entre le 15 septembre 2009 et le 15 mars 2010, le CoCo a tenu quatre réunions à Longueuil, qui ont servi à élaborer un plan d'action et à travailler à sa mise en œuvre. Les objectifs en étaient :

- 1) Faire vivre le protocole unissant la Fédération des femmes du Québec (FFQ) à Femmes autochtones du Québec (FAQ);
- 2) organiser une activité avec les membres individuelles de la Montérégie;
- 3) informer les membres sur les actions de la Marche mondiale des femmes de 2010 dans la région.

Pour atteindre ces objectifs, il fut retenu d'organiser un brunch traitant des réalités vécues par les femmes autochtones, à laquelle s'ajouterait un point d'information sur la Marche au niveau régional. La date du 18 avril 2010 fut retenue et les membres du CoCo se sont réparties les tâches reliées à son organisation.

En mars, le CoCo a dû annuler ce brunch, en raison de contraintes d'organisation, notamment la non-disponibilité des soeurs autochtones invitées, mais aussi parce que ses forces internes étaient limitées; en effet, trois de ses six membres se trouvaient alors en congé médical.

Compte tenu de l'actualité récente sur les accommodements raisonnables et le port de signes religieux, il fut décidé de tenir à la place du brunch une soirée d'information et d'échanges sur la signification du voile islamique, animée par Farida Osmani, membre du CoCo ayant l'expérience d'une telle activité.

L'invitation fut lancée pour le jeudi 29 avril, de 18h00 à 20h30, dans un lieu facile d'accès à Longueuil. La dernière partie de la rencontre permettra de tenir une brève assemblée régionale et, espérons-nous, de recruter une relève pour le CoCo, deux membres ayant annoncé qu'elles s'en retirent. À suivre...

Outre la participation des six membres du CoCo à l'assemblée générale de la FFQ en septembre 2009 à Montréal, il faut mentionner que trois d'entre elles, accompagnées d'une membre de la région, ont participé à la journée de clôture de l'assemblée générale de Femmes autochtones du Québec à Montréal le 17 octobre 2009. Finalement, une membre du CoCo fut invitée, en février 2010, à siéger (par téléphone) au jury du concours *Les Fleurons féministes de la région de la Capitale* organisé par le Collectif régional Léa-Roback de Québec.

Membres du comité de coordination : France Dutilly, Khadija El Bouhali, Angela Hernandez, Louise Laforest, Farida Osmani, Lise St-Jean et une membre de soutien (comptabilité et états financiers annuels), Louise Joly.

## **Collectif régional Léa-Roback de Québec**

### **Une première – remise de fleurons féministes**

Le Collectif régional Léa-Roback de Québec a travaillé à la mise sur pied de son projet de reconnaissance de féministes engagées membres individuelles de la FFQ. Un comité, formé de membres du comité de coordination, a participé à l'ensemble du processus, alors que d'autres ont fait partie du jury. C'est ainsi que trois membres individuelles ont été honorées lors de la soirée du 8 mars 2010. La réaction de l'auditoire est des plus encourageantes pour les années à venir.

### **Activités régionales**

Nous participons aux diverses rencontres de la Coalition régionale de la Marche mondiale des femmes puisque le Collectif régional Léa-Roback de Québec de la FFQ est membre du comité de coordination de la Coalition. Le 2 octobre 2009, certaines membres du Collectif ont eu la chance de participer à la rencontre internationale de la Marche mondiale qui a eu lieu à Québec.

La Coalition régionale de la Marche mondiale des femmes participe à chaque année à l'événement de la journée internationale contre la pauvreté, le 17 octobre. Plusieurs groupes ont organisé solidairement une coalition pour les activités de cette journée. L'événement s'est tenu à la Place d'Youville et la Coalition régionale a présenté ses demandes à la ville de Québec. Il s'agissait d'inviter la population à venir voter « pour une ville sans pauvreté ». Nous affirmions que cela concerne particulièrement les femmes. Décors à l'appui, les messages concernaient autant le logement, le transport, la sécurité, l'accès aux loisirs que la participation citoyenne. Par la suite, nous avons présenté ces revendications à la réunion du Conseil de ville du 1<sup>er</sup> février 2010.

Le comité du 8 mars, mis sur pied par la Coalition régionale des femmes contre la pauvreté et la violence devenue Coalition régionale de la Marche mondiale des femmes, dont nous faisons partie, a préparé le dernier 8 mars à Québec. Cette année, le thème choisi était « Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche! » Une marche s'est déroulée dans le quartier Saint-Roch, avec des arrêts à certains endroits en lien avec les revendications de la Marche mondiale 2010, suivie d'une soirée. Le comité soirée, dont deux membres du Collectif, ont présenté l'histoire des marches mondiales de façon accessible et animée (chansons, rap, etc.). Une *Marcheuse* était présente autant à la marche qu'à la soirée de lancement de la Marche mondiale 2010.

### **Activités solidaires et autres**

Les membres ont été invitées à participer aux diverses campagnes, tant régionales que nationales, pour faire avancer nos revendications en lien avec la Marche mondiale des femmes.

Le Collectif participe aux rencontres de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes et à son comité de suivi. Cette Coordination réunit des groupes de femmes qui représentent au Québec la Marche mondiale des femmes. En cette année de la Marche mondiale, les rencontres furent plus nombreuses.

Le Collectif est parfois appelé à représenter la FFQ à divers événements, parfois en remplacement de la présidente. Mentionnons une participation particulière (animation de deux ateliers) lors du Forum social québécois, celle comme membre du jury pour le Prix Égalité ou encore à un kiosque au Cégep Sainte-Foy pour les Journées de défense des droits.

De plus, une représentante du Collectif était présente entre autres au 30<sup>e</sup> anniversaire du Secrétariat à la condition féminine, à l'assemblée générale du Collectif pour un Québec sans pauvreté, à l'assemblée générale du Regroupement des groupes de femmes de la Capitale nationale. Certaines ont également participé à la Commémoration du 6 décembre et à bien d'autres événements.

Quelques rencontres ont eu lieu entre les deux collectifs régionaux présents au CA, Madeleine-Parent de la Montérégie et Léa-Roback de Québec. Dans un souci d'économie, elles se tiennent habituellement durant la période du repas lors des réunions du CA. En plus des nouvelles sur leurs activités respectives, il a, entre autres, été question du Collectif régional Hélène-Pedneault du Saguenay, de la possibilité de leur présence éventuelle au CA. À cet effet, la responsable de notre collectif, également vice-présidente aux membres individuelles, apporte un certain support aux militantes du Saguenay dans leurs efforts de réorganisation.

Outre le fonctionnement usuel du Collectif, c'est-à-dire les rencontres du comité de coordination pour préparer les soirées féministes, les activités de représentation, le 8 mars etc., nous participons, lorsque nous sommes disponibles, à des rencontres dans d'autres groupes de femmes.

Les membres sont également encouragées à participer à des conférences, colloques, panels et formations sur différents sujets touchant le féminisme et, ainsi, en faire profiter les autres membres du Collectif.

Membres du comité de coordination: Christiane Brinck, Pascale Brosseau, Marie Céline Domingue, Élisabeth Germain, Lucienne Lehouillier et Ghislaine Vézina.

## **Annexe 4**

### **Les comités de travail**

#### **Comité des femmes des communautés culturelles**

Responsable : Alexandra Pierre

Mali Ansary (Association des femmes iraniennes)

Sarah Arshadi

Leila Bdeir

Ginette Bélanger

Amel Belhassen (Action travail des femmes)

Rosetta Cadogan

Déborah Cherenfant

Sujata Dey

Marie-Denise Duqueronette

Aïssata Diakite

Hossine Hachem

Wassyla Hadjabi

Saliha Hassani (Centre des femmes de Montréal)

Angela Hernandez (membre du CA)

Siou Fan Houang

Annie Kouamy (Centre des travailleuses en maisons privées)

Céline Leduc (Réseau des femmes d'affaires)

Élahé Machouf

Imane Mawassi

Magdalena Molineros

Délice Mugabo

Josette Jean-Pierre Rousseau (Point de Ralliement des femmes haïtiennes)

Ghislaine Sathoud

Alice Tofan (ACCÉSSS et Association des femmes roumaines Mioritza)

Régine Alende Tshombokongo (Centre d'encadrement pour jeunes filles immigrantes et membre du CA)

Pulchérie Nomo Zibi

#### **Autres personnes et organismes ayant collaboré avec le comité des femmes des communautés culturelles**

Action Réfugiés Montréal

Action travail des femmes

Association des aides familiales du Québec

Association des femmes afghanes

Association des femmes iraniennes  
Au Bas de l'échelle  
CAMO-PI  
Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (CRIEC)  
Centre de recherche-action sur les relations raciales (CRARR)  
Centre de Travailleurs et Travailleuses Immigrants (CTI)  
Centre des Travailleurs Agricoles  
Centre des travailleuses en maisons privées  
CIAFT  
Comité d'aide aux réfugiés  
Commission des normes du travail  
Conseil canadien des femmes musulmanes  
Espace femmes arabes  
Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec  
Femmes autochtones du Québec  
Institut canadien de recherche et d'étude sur les femmes (ICREF)  
Joanne St. Lewis (professeure de droit à Université d'Ottawa)  
Maison d'Haïti  
Marie-Thérèse Chicha (professeure à Université de Montréal)  
Naima Bendriss (chercheure)  
Observatoire sur le racisme et les discriminations (UQAM)  
Point de ralliement des femmes d'origine haïtienne  
Présence musulmane  
Regroupement québécois des CALACS  
Table de groupes des femmes de Montréal  
Table de concertation au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI)  
Transit 24

### **Comité femmes et mondialisation**

Coordonnatrice : Gisèle Bourret depuis janvier 2010, en remplacement de Nancy Burrows, actuellement en congé parental  
Marie-France Benoit (Comité de condition féminine de la CSN)  
Ana Maria D'Urbano  
Marie Céline Domingue (Collectif régional Léa-Roback de Québec)  
Martine Éloy (Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec – FIQ et membre du CA)  
Marie-Thérèse Forest (Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles)  
Jeanne Gagnon

Lorraine Guay

Lyne Kurtzman (agente de développement au Service aux collectivités et antérieurement à l'IREF)

Julie Martineau (AQOCI)

### **Comité Féminisme en bref**

Responsables : Claudette Lambert et Christina Haralanova (membres de l'équipe de travail)

Caroline Senneville (Condition féminine FNNEQ-CSN et membre du CA)

Ghislaine Vézina (Collectif régional Léa-Roback de Québec et membre du CA)

### **Comité Idola-St-Jean**

Responsable : Chantal Gagnon (membre de l'équipe de travail)

Marie Céline Domingue (Collectif régional Léa-Roback de Québec)

Thérèse Hurteau-Farinas

Anne Pasquier (Table de groupes de femmes de Montréal)

### **Comité *ad hoc* sur la laïcité**

Ginette Bélanger (Action femmes handicapées – Montréal et membre du CA)

Gisèle Bourret

Alexa Conradi (présidente)

Samira Laouni

Julie Leclerc (Récif02 – Table de concertation des groupes de femmes du Saguenay – Lac-Saint-Jean et membre du CA)

Diana Lombardi (membre de l'équipe de travail)

Imane Mawassi

Annine Parent (Réseau Femmes et Ministères)

Louise Riendeau (Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale et membre du CA)

Gisèle Turcot (Réseau Femmes et Ministères)

### **Comité sur le membership**

Responsable : Isabelle Cheng (membre de l'équipe de travail)

Micheline Bourassa (membre du CA)

Claudette Lambert (membre de l'équipe de travail)

Caroline Senneville (Condition féminine FNNEQ-CSN et membre du CA)

Ghislaine Vézina (Collectif régional Léa-Roback de Québec et membre du CA)

**Comité *ad hoc* sur les femmes handicapées ou vivant avec des limitations fonctionnelles**

Ginette Bélanger (Action femmes handicapées – Montréal et membre du CA)

Lorraine Leduc (membre du CA)

**Comité d'évaluation sur l'autonomie économique des femmes**

Responsable : Nicole Lacelle

Gisèle Bourret

Diana Lombardi (membre de l'équipe de travail)

Alexandra Pierre (membre de l'équipe de travail)

**Comité Fédération des femmes du Québec - Femmes autochtones du Québec (membres représentant la FFQ)**

Michèle Asselin

Alexa Conradi (présidente)

France Dutilly

Samantha Lee-Quin

**Comité de travail sur les femmes aînées**

Responsable : Gisèle Bourret

Micheline Bourassa (membre du CA)

Christiane Brinck

Marie Céline Domingue

Danielle Fournier

Pierrette Gratton

Diana Lombardi (membre de l'équipe de travail)

**Comité-conseil sur les femmes aînées**

Responsable : Gisèle Bourret

Lucie Bélanger

Micheline Bélisle

Irène Belleau

Nicole Boily

Micheline Bourassa (membre du CA)

Christiane Brinck (Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec - AREQ)  
Marie Céline Domingue (Collectif régional Léa-Roback de Québec)  
Elisa Fernandez  
Danielle Fournier  
Chantal Gagnon (membre de l'équipe de travail)  
Jeanne Gagnon  
Marianne Gilbert (Afeas)  
Pierrette Gratton  
Nancy Guberman  
Diane Heffernan (Réseau des lesbiennes du Québec)  
Diana Lombardi (membre de l'équipe de travail)  
Maria Elisa Montejo  
Sylvie Pelletier et Michelle Provost (Confédération des organisations de personnes handicapées du Québec - COPHAN)  
Ruth Rose  
Karine Tremblay (Regroupement québécois des CALACS)  
Ghislaine Vézina (Collectif régional Léa-Roback de Québec et membre du CA)

Les textes de l'outil de sensibilisation, *Citoyennes à part entière pour toute la vie*, ont été rédigés respectivement, selon l'ordre de présentation des textes, par : Gisèle Bourret, Marie Céline Domingue et Ruth Rose, Nancy Guberman, Pierrette Gratton, Diane Lesage, Karine Tremblay, Lyse Montminy, Line Chamberland en collaboration avec Marie-Pier Petit, Sylvie Pelletier, Maria E. Montejo, Henriette Nzuji Ntumba et Jeanne d'Arc Vollant.

### **Comité d'élections**

Céline Beaulieu  
Thérèse Hurteau-Farinas  
Carolle Mathieu

### **Comité sur les conditions salariales**

Micheline Bourassa et Lorraine Leduc (membres du CA)  
Chantal Gagnon et Diana Lombardi (représentantes de l'équipe de travail)

### **Comité d'analyse sur les élections**

Caroline Senneville (Condition féminine FNEEQ-CSN et membre du CA)  
Julie Leclerc (Récif02 – Table de concertation des groupes de femmes du Saguenay – Lac-Saint-Jean et membre du CA)

Carolle Mathieu (Centre de femmes de Verdun et présidente des élections)  
Diana Lombardi (coordonnatrice)

## **Comités de la CQMMF**

### **Comité éducation populaire**

Bineta Ba (Congrégation des sœurs de Notre-Dame)  
Carole Benjamin (Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec)  
Nesrine Bessaih (L'R des centres de femmes du Québec)  
Johanne Fontaine (Réseau des femmes des Laurentides)  
Nicole Jetté (Comité femmes du Front commun des personnes assistées sociales du Québec)  
Ève-Marie Lacasse (FFQ)  
Véronique Laflamme (Comité femmes du FRAPRU)  
Isabelle Langlois (FFQ)  
Alexandra Pierre (FFQ)  
Rosa Pires (RQCALACS)  
Myriam Villeneuve (ASSÉ)

### **Sous-comité Marcheuses**

Anne-Valérie Lemieux-Breton (Coalition régionale marche mondiale des femmes de Québec)  
Chantal Locat (CSQ)  
Julie Martineau (Comité Québécois Femmes et Développement de l'AQOCI)

### **Comité action**

Lise Aubin (Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches)  
Louise Beaudry (Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière)  
Marie-Ève Blais (ASSÉ)  
France Bourgault (L'R des centres de femmes du Québec)  
Nancy Burrows (FFQ)  
Ève-Marie Lacasse (FFQ)  
Jani-Audrey Lavoie (FFQ)  
Barbara Legault (ReBELLEs)  
Julie Martineau (Comité Québécois Femmes et Développement de l'AQOCI)  
Viviane D.-Nadeau (Concertation femmes Estrie)  
France Robertson (Femmes autochtones du Québec)  
Suzanne Tremblay (Table de concertation des groupes de femmes du Bas Saint-Laurent)

### **Comité matériel promotionnel et financement**

Claudine Émond (Regroupement des femmes de la Côte-Nord)

Johanne Fontaine (Réseau des femmes des Laurentides)

Claudette Lambert (FFQ)

Suzanne Tremblay (Table de concertation des groupes de femmes du Bas Saint-Laurent)

### **Comité suivis**

Marie-France Benoît (Comité de condition féminine de la CSN)

France Bourgault (L'R des centres de femmes du Québec)

Emilia Castro (Coalition régionale de la Marche mondiale des femmes de Québec)

Alexa Conradi (FFQ)

Marie-Thérèse Forest (Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles)

Nicole Jetté (Comité femmes du Front commun des personnes assistées sociales du Québec)

Ève-Marie Lacasse (FFQ)

Chantal Locat (CSQ)

Suzanne Tremblay (Table de concertation des groupes de femmes du Bas Saint-Laurent)

Ghislaine Vézina (Collectif régional Léa-Roback de Québec)

## Annexe 5

### Nos alliances

- ✓ Alliance canadienne féministe pour l'action internationale (AFAI)/Canadian Feminist Alliance for International Action (FAFIA) : Louise Riendeau, coordonnatrice des dossiers politiques au Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, a été déléguée par la FFQ au conseil d'administration de l'AFAI
- ✓ Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF)
- ✓ Coalition ad hoc pour la défense des droits des peuples autochtones
- ✓ Coalition nationale contre les publicités sexistes
- ✓ Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics
- ✓ Coalition pour l'égalité des femmes (collectif pancanadien de groupes de femmes)
- ✓ Collectif 8 mars
- ✓ Collectif Échec à la guerre
- ✓ Collectif pour un Québec sans pauvreté
- ✓ Comité aviseur IREF/Relais-femmes sur la diversité religieuse et solidarité féministe
- ✓ Comité d'action pour les droits reproductifs (FQPN)
- ✓ Comité de défense collective des droits (DCD) rattaché au Réseau québécois de l'action communautaire autonome
- ✓ Comité de travail du CIAFT sur la *Loi sur l'équité salariale*
- ✓ Groupe des 13
- ✓ Ligue des droits et libertés
- ✓ Maison Parent-Roback
- ✓ Marche mondiale des femmes
- ✓ Relais-femmes
- ✓ Réseau québécois de l'action communautaire autonome
- ✓ Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)
- ✓ Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes